

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 142
N° 48

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 9
no Titema 1993

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 1266 PELE3 du 22 novembre 1993 fixant la liste des candidats autorisés à participer au concours pour le recrutement d'un technicien d'agriculture du cadre d'emplois de la Polynésie française.	2043
--	------

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

Délibération n° 93-127 AT du 25 novembre 1993 approuvant la mise à disposition par le territoire de biens meubles au profit des groupements d'intérêt économique "Tahiti tourisme" et "Tahiti animation".	2043
Délibération n° 93-132 AT du 25 novembre 1993 précisant les bénéficiaires des mesures fiscales applicables aux investissements dans le secteur de la pêche hauturière semi-industrielle ou industrielle.	2046
Délibération n° 93-133 AT du 25 novembre 1993 complétant les dispositions relatives à l'obligation d'ouvrage avant exportation des trocas et burgaus, et renforçant le dispositif répressif à l'encontre des auteurs de pêches irrégulières.	2047

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 1027 CM du 22 novembre 1993 portant modification de la composition du conseil d'administration de l'Institut territorial de la statistique.	2048
Arrêté n° 1037 CM du 25 novembre 1993 portant nomination d'un commissaire de gouvernement auprès de la Chambre d'agriculture et d'élevage.	2049
Arrêté n° 1038 CM du 25 novembre 1993 portant nomination du directeur de cabinet auprès du ministre de l'agriculture et de l'élevage.	2049
Arrêté n° 1041 CM du 25 novembre 1993 portant nomination de M. Richard Boyer aux fonctions de directeur de cabinet du ministre de l'économie.	2050
Arrêté n° 1044 CM du 25 novembre 1993 modifiant l'arrêté n° 1072 CM du 25 septembre 1992 portant octroi de droits d'atterrissage sur la relation Paris-Papeete et Los Angeles-Papeete à la compagnie Corse Air International.	2050
Arrêté n° 1045 CM du 25 novembre 1993 accordant à l'opération d'apport partiel par la S.A.R.L. "Poly-diésel" à la société "Poly S.A." le bénéfice des dispositions de l'article 11-2 section I du code des impôts directs.	2050

EXTRAITS

Arrêté n° 1000 CM du 19 novembre 1993 portant répartition des crédits de paiement du budget 1993.	2051
Arrêté n° 1001 CM du 19 novembre 1993 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane du fioul dans le territoire.	2051
Arrêté n° 1002 CM du 19 novembre 1993 fixant la rémunération des prestations locales pour le fioul des sociétés pétrolières dans le territoire.	2051

Arrêté n° 1003 CM du 19 novembre 1993 fixant le montant de stabilisation applicable au fioul dans le territoire.	2051
Arrêté n° 1004 CM du 19 novembre 1993 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures dans le territoire.	2051
Arrêté n° 1005 CM du 19 novembre 1993 constatant les prix de l'énergie électrique distribuée par la S.A. "Electricité de Tahiti" dans sa concession.	2051
Arrêté n° 1009 CM du 22 novembre 1993 modifiant l'arrêté n° 305 CM du 20 mars 1992, prorogeant le délai de réalisation du programme d'investissement de la S.A. "Hana Iiti", pour la réalisation d'un hôtel à Huahine.	2051
Arrêté n° 1010 CM du 22 novembre 1993 autorisant de manière permanente l'importation d'une eau minérale d'origine étrangère en Polynésie française.	2052
Arrêté n° 1011 CM du 22 novembre 1993 portant dissolution de la Société civile professionnelle "Bernard Bruggmann, notaire associé" titulaire d'un office notarial, et nomination de Me Bernard Bruggmann en qualité de notaire.	2052
Arrêté n° 1013 CM du 22 novembre 1993 complétant les dispositions de la réglementation relative à la prise en charge par le budget du territoire des frais d'installation, d'entretien et d'abonnement des postes téléphoniques ainsi que des taxes de communication.	2052
Arrêté n° 1014 CM du 22 novembre 1993 constatant l'indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois d'octobre 1993.	2052
Arrêté n° 1017 CM du 22 novembre 1993 portant affectation de deux parcelles de terre domaniales sises à Taunoo au profit de la commune de Papeete.	2052
Arrêté n° 1018 CM du 22 novembre 1993 portant approbation d'une délibération du conseil d'administration du Fonds d'entraide aux îles.	2052
Arrêté n° 1019 CM du 22 novembre 1993 portant agrément de navires de pêche au régime d'exonération institué par la délibération n° 89-125 AT du 26 octobre 1989.	2052
Arrêtés n° 1020 à n° 1023 CM du 22 novembre 1993 accordant à MM. Richard Friedman, Chin François, Marcelin Lisan et Joseph Chaussoy le bénéfice des avantages fiscaux prévus par la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990 modifiée pour leur projet d'acquisition et d'exploitation des navires de pêche hauturière Heimana 3, Vinivini 5, Heiana 3 et Sakahoa.	2052
Arrêté n° 1024 CM du 22 novembre 1993 portant agrément du programme de vols n° 18 Hiver 1994 de la société Air Tahiti.	2053
Arrêté n° 1025 CM du 22 novembre 1993 portant modification de l'arrêté n° 859 CM du 27 septembre 1993 fixant les tarifs maximaux de fret et de passages maritimes sur le territoire de la Polynésie française.	2054
Arrêté n° 1026 CM du 22 novembre 1993 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 93-1 et n° 93-2 OTHS prises par le conseil d'administration de l'O.T.H.S. en sa séance du 22 septembre 1993.	2054
Arrêté n° 1028 CM du 22 novembre 1993 portant nomination de MM. Christian Vernaudeau et Bernard Poirine en tant que membres du conseil d'administration de l'Institut territorial de la statistique.	2054
Arrêté n° 1029 CM du 22 novembre 1993 habilitant le Président du gouvernement du territoire de la Polynésie française à signer la convention de prestation de service entre M. Maurice Nussenbaum et le territoire.	2054
Arrêté n° 1035 CM du 25 novembre 1993 portant nomination de M. Lan Ah Loi Georges, ingénieur T.P. CC1, en qualité de directeur de l'équipement par intérim.	2054
Arrêté n° 1036 CM du 25 novembre 1993 mettant fin aux fonctions de M. Yves Laugrost en qualité de commissaire de gouvernement auprès de la Chambre d'agriculture et d'élevage.	2054
Arrêté n° 1039 CM du 25 novembre 1993 portant nomination du conseiller technique chargé de l'agriculture auprès du ministre de l'agriculture et de l'élevage (M. Pomier Maurice).	2054
Arrêté n° 1040 CM du 25 novembre 1993 portant nomination du chef de cabinet auprès du ministre de l'agriculture et de l'élevage (M. Tarahu Stéphane).	2054
Arrêté n° 1042 CM du 25 novembre 1993 portant nomination de M. Dimitri Pitoeff aux fonctions de conseiller technique du ministre de l'économie.	2054
Arrêté n° 1043 CM du 25 novembre 1993 portant nomination de M. Philippe Guesdon aux fonctions de chef de cabinet du ministre de l'économie.	2054

Arrêté n° 1047 CM du 25 novembre 1993 rendant exécutoire la délibération n° 12-93 ITSTAT du 16 novembre 1993 du conseil d'administration de l'Institut territorial de la statistique, approuvant la réalisation et l'organisation de l'étude sur "l'emploi". 2055

Arrêté n° 1048 CM du 25 novembre 1993 accordant des licences de pêche dans la zone économique de la Polynésie française à la flottille palangrière coréenne pour la campagne de pêche 1994. 2055

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

Arrêtés n° 450 et n° 451 PR du 22 novembre 1993 relatifs à l'exercice des attributions du ministre des finances et des réformes administratives, et du ministre de la jeunesse, des sports, de l'éducation populaire et des transports. 2055

VICE-PRESIDENCE, MINISTRE DE LA SANTE, DE L'HABITAT ET DE LA RECHERCHE

Arrêté n° 5355 VP du 25 novembre 1993 portant modification des dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 2037 VP du 14 mai 1991 portant délégation de signature du vice-président, ministre de la santé, de la solidarité, de l'habitat et de la recherche. 2055

MINISTRE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n° 5314 MCA du 24 novembre 1993 portant délégation de signature du ministre de la culture, de l'artisanat traditionnel et de l'environnement. 2056

MINISTRE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES

EXTRAITS

Arrêté n° 5366 MFR du 29 novembre 1993 portant délégation n° 14-93 des crédits de paiement du budget 1993. 2057

MINISTRE DE LA MER, DU DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS, DES AFFAIRES FONCIERES ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêté n° 5316 MMA du 24 novembre 1993 donnant délégation de signature à M. Gilles Thuret, chef du service de l'administration des archipels. 2057

EXTRAITS

Arrêté n° 5305 MMA du 22 novembre 1993 autorisant à titre exceptionnel l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé (Institut Malardé) à recevoir et détenir une tortue marine *Erethmochelys imbricata* à des fins scientifiques. 2058

Arrêté n° 5315 MMA du 24 novembre 1993 portant abrogation des dispositions de l'arrêté n° 646 MMA du 19 février 1992 portant délégation de signature à M. Pierre Chanfour, économiste au service de la délégation au développement des archipels. 2058

MINISTRE DE LA SOLIDARITE, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DES LOIS DU TRAVAIL

Arrêté n° 5347 MSE/IT du 25 novembre 1993 donnant délégation de signature au chef du service de l'inspection du travail. 2058

Arrêté n° 5348 MSE du 25 novembre 1993 portant délégation de signature à M. Simon Jean Marie, directeur des centres de formation professionnelle pour adultes de Pirae-Punaruu. 2059

Arrêté n° 5349 MSE du 25 novembre 1993 portant délégation de signature au chef du service des affaires sociales. 2059

MINISTRE DE L'EDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Arrêté n° 5304 MEE du 22 novembre 1993 portant délégation de signature du ministre de l'éducation et de l'enseignement technique, chargé des relations avec l'assemblée territoriale et le Conseil économique, social et culturel, à M. le directeur des enseignements secondaires. 2060

Arrêté n° 5346 MEE du 25 novembre 1993 portant délégation de signature au chef du service de l'éducation. 2061

MINISTRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS, DE L'EDUCATION POPULAIRE ET DES TRANSPORTS

EXTRAITS

Arrêté n° 452 PR du 22 novembre 1993 accordant le versement d'une subvention à l'A.S. Tamarii Te Aho au titre des stages sportifs et d'animateurs. 2063

Arrêtés n° 469 et n° 470 PR du 29 novembre 1993 accordant le versement de subventions à l'A.S. Association polynésienne d'aikido et à l'A.S. Association sports et loisirs de Raiatea (A.S.L.R.) au titre du développement de la pratique sportive.

2063

ACTES MUNICIPAUX

COMMUNE DE PAPEETE

Arrêté municipal n° 158-93 du 5 novembre 1993 rapportant l'article 2 de l'arrêté n° 92-23 du 18 février 1992 autorisant la création de 5 emplacements de parking dans la rue Leboucher (tronçon compris entre la rue Gauguin et la rue Cardella).....

2064

COMMUNE DE PIRAE

Arrêté municipal n° 44-93 du 19 novembre 1993.— Avenant à l'arrêté n° 1972 MAE.AU du 12 mai 1993 autorisant M. et Mme Houques Jean-Pierre Hiro et Dora Iris Mauarii dits "Fourcade" à réaliser un lotissement dénommé "Les Aito" sur une parcelle de terre sise à Pirae dépendant de l'ancien domaine Walker, cadastrée n° 80, section L.....

2064

COMMUNE DE PUNAAUIA

Arrêté municipal n° 73-93 du 27 octobre 1993 interdisant de déposer, d'abandonner ou de jeter des ordures, déchets, matériaux et généralement tous objets sans y être autorisé.....

2065

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

EXTRAITS

Arrêté ministériel du 21 octobre 1993 portant interdiction de circulation, de distribution et de mise en vente d'un ouvrage. (J.O.R.F. du 29 octobre 1993, page 14981).....

2065

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

Service du cadastre.— Avis n° 2255 C du 18 novembre 1993 informant les propriétaires concernés qu'un chantier à l'entreprise pour réfection des plans cadastraux a débuté (ce marché n° 93-1271 a été attribué à la S.A.R.L. Topo Pacifique et concerne l'atoll de Mataliva).....

2066

Commune de Papeete.— Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers pour le mois d'octobre 1993.....

2066

Commune de Pirae.— Certificat de conformité n° 934-55 du 19 novembre 1993 concernant la réalisation d'un lotissement dénommé lotissement "Les Aito" par M. et Mme Houques Jean-Pierre Hiro et Dora Iris Mauarii dits "Fourcade", sur une parcelle de terre sise à Pirae dépendant de l'ancien domaine Walker, cadastrée n° 80, section L.....

2066

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.....

2067

Annonces diverses.....

2067

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 1266 PEL.E3 du 22 novembre 1993 fixant la liste des candidats autorisés à participer au concours pour le recrutement d'un technicien d'agriculture du cadre d'emplois de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de l'Ordre national du mérite,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création du corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496, et notamment l'article 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 mai 1993 portant autorisation d'ouverture d'un concours au titre de l'année 1993 pour le recrutement d'un technicien d'agriculture du cadre d'emplois de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 900 PEL.E3 du 8 septembre 1993 portant organisation du concours précité ;

Vu les dossiers des candidats,

Arrête :

Article 1er. — Sont autorisés à participer au concours pour le recrutement d'un technicien d'agriculture du cadre d'emplois de la Polynésie française qui aura lieu les 7 et 8 décembre 1993 à Pirae, les candidats suivants :

Mlle Guillaume Alice, MM. Guilloux Michel, Hagel Harold, Larson Jean-Claude, Mlle Lew Fai Leana, MM. Roomataaroa Heinui, Russel Hinato.

Art. 2. — M. Hagel, titulaire du brevet de technicien supérieur agricole - option "Agronomie", est dispensé des épreuves d'admissibilité.

Art. 3. — Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 1993.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Anne BOQUET.

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

DELIBERATION n° 93-127 AT du 25 novembre 1993 approuvant la mise à disposition par le territoire de biens meubles au profit des groupements d'intérêt économique "Tahiti tourisme" et "Tahiti animation".

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 78-145 du 24 août 1978, de la commission permanente de l'assemblée territoriale, portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé ;

Vu la délibération n° 92-165 AT du 13 octobre 1992 approuvant la participation du territoire au G.I.E. "Tahiti tourisme" ;

Vu le procès-verbal de l'assemblée générale constitutive du G.I.E. "Tahiti tourisme" tenue le jeudi 3 décembre 1992 ;

Vu les statuts du G.I.E. "Tahiti tourisme" ;

Vu la délibération n° 92-166 AT du 13 octobre 1992 approuvant la participation du territoire au G.I.E. "Tahiti animation" ;

Vu le procès-verbal de l'assemblée générale constitutive du G.I.E. "Tahiti animation" tenue le vendredi 4 décembre 1992 ;

Vu les statuts du G.I.E. "Tahiti animation" ;

Vu l'arrêté n° 1395 CM du 28 décembre 1992 rendant exécutoire la délibération n° 60 OPATTI du 19 novembre 1992 autorisant le transfert des biens mobiliers de l'O.P.A.T.T.I. au territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 278 CM du 8 avril 1993 portant acceptation du transfert au territoire de la Polynésie française des biens mobiliers et immobiliers acquis par l'O.P.A.T.T.I. ;

Vu la délibération n° 93-113 AT du 5 octobre 1993 portant ouverture de la session budgétaire ordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 93-114 AT du 8 octobre 1993 fixant la durée de la session budgétaire ordinaire de l'année 1993 ;

Vu l'arrêté n° 971 CM du 29 octobre 1993 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale ;

Vu la lecture n° 543 AT du 17 novembre 1993 du président de l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 123-93 du 23 novembre 1993 de la commission de l'économie ;

Dans sa séance du 25 novembre 1993,

Adopte :

Article 1er.— Par dérogation aux dispositions de la délibération n° 78-145 du 24 août 1978 susvisée, le territoire de la Polynésie française met à la disposition des groupements d'intérêt économique "Tahiti tourisme" et "Tahiti animation" les biens meubles tels que définis dans les tableaux ci-après :

I. BIENS MOBILIERS MIS A LA DISPOSITION DU G.I.E. "TAHITI ANIMATION"

MATÉRIEL DE BUREAU	
Bureaux	4
Chaises-fauteuils	18
Meubles à casier frontal	2
Classeurs à tiroirs	2
Armoire	1
Tables	3
Transfo	1
Régulateur de tension	1
Fontaine d'eau glacée	1
Panneaux d'affichage	5
Comptoirs d'accueil	3
Table téléphonique	1
Tableau blanc	1
Extincteurs	3
Téléphones	4
MATÉRIEL INFORMATIQUE	
Mac SE	2
Imprimante	1
MATÉRIELS D'OUTILLAGE	
Tondeuses	3
Tronçonneuses	2
Brouettes	2
Débroussailluses	2

II. BIENS MOBILIERS MIS A LA DISPOSITION DU G.I.E. "TAHITI TOURISME"

	DIREC TION	ADMI NIST.	AMERI NORD	EURO PE	JAPON	PACI FIQUE	AUDI. VISU.	SALLE CONF.	TO TAL
MATÉRIELS DE BUREAU									
Bureaux	2	9	2	4	3	3	3	-	26
Chaises-fauteuils	11	16	6	7	6	5	8	19	78
Meubles à casier frontal	-	2	-	1	-	-	-	-	3
Classeurs à tiroirs	1	4	2	1	2	1	3	-	14
Tables roulettes	-	1	2	1	1	-	1	-	6
Armoires	-	1	-	-	2	-	2	-	5
Armoire rotor	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Tables	1	2	-	1	2	1	3	8	18
Pupitre Mac	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Coffres	-	2	-	-	-	-	-	-	2
Aspirateur	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Purificateur d'air	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Transfo	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Panneau affichage	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Photocopieurs	-	2	-	-	-	-	-	-	2
Bibliothèques	1	-	-	2	1	-	-	-	4

	DIREC TION	ADMI NIST.	AMERI NORD	EURO PE	JAPON	PACI FIQUE	AUDI VISU.	SALLE CONF.	TO TAL
Lampes	1	2	1	-	3	-	-	-	7
Tables téléphoniques	1	4	-	-	-	-	-	-	5
Cantines	-	5	-	-	-	1	-	-	6
Machines à écrire	1	1	1	-	1	1	-	-	5
Calculatrices	-	4	-	-	-	-	-	-	4
Tableau blanc	-	-	-	1	-	-	-	-	1
Balances courrier	-	2	-	-	-	-	-	-	2
Machine à affranchir	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Grosse agrafeuse	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Placard à clef	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Meuble en coin	-	-	-	1	-	-	-	-	1
Meubles tiroirs sur roulettes	-	2	-	-	-	-	1	-	3
Armoires basses à 4 volets	-	3	-	-	-	-	1	-	4
Bacs à fleurs	-	13	-	-	-	-	-	-	13
Panneau écriture feutre	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Banquette salle attente	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Extincteur	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Minitel	-	-	-	-	1	-	4	-	5
Téléphones	3	4	2	4	4	2	6	-	25
Fax	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Standard téléphonique	-	1	-	-	-	-	-	-	1
M A T E R I E L I N F O R M A T I Q U E									
Mac SE	-	1	1	1	1	1	3	-	8
Mac II CX	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Mac II SI	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Mac LC	1	1	-	-	-	-	-	-	2
Goupil	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Imprimantes	-	1	-	-	-	-	1	-	2
M A T E R I E L P R O M O T I O N N E L									
Meuble sur roulettes	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Pèse-colis	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Diable	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Tables lumineuses	-	-	-	-	-	-	3	-	3
Téléviseur	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Magnétoscopes	-	-	-	-	-	-	3	-	3
Rétroprojecteur	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Ecran de projection	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Ensemble projecteur	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Diapositives	-	-	-	-	-	-	20000	-	20000
Cassettes vidéo films	-	-	-	-	-	-	3000	-	3000
Machine à relier	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Escabeau	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Massicot	-	-	-	-	-	-	1	-	1
V E H I C U L E S									
Vespas	-	2	-	-	-	-	-	-	2
Camionnette 504 Peugeot	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Voiture R 21	-	1	-	-	-	-	-	-	1

	TO TAL
TABLEAUX/PEINTURES	18
1986 - tableau 3 peinture *B. Holcomb	1
1990 - toile *Monique Journod	1
1 sculpture sur bois	1
1991 - bois peint couleurs vermeil	1
Enfants polynésiens music *Lauruol	1
Bouquet fleurs *Lauruol	1
Paysage des Marquises *Campistron	1
Paysage polynésien *L. Poulain	1
Nature morte fleurs *G. Sugyamay	1
Portrait G. Hollande *G. Gacek	1
Peinture sur soie *Wan Quan Nguyen	1
Peinture surréaliste *Weisniewski	1
Marché de Papeete *Campistron	1
Visage de femmes polynésiennes *J. Gaudouin	1
Nature morte fruits *Muylder	1
Tableau de Moorea *M. Bellanger	1
Tableau de fleurs *T. Lonfat	1
Portrait femme polynésienne *M. Manchon	1

Art. 2.— Cette mise à disposition est consentie gratuitement à compter de la présente délibération sous forme d'apport en nature en jouissance, la propriété restant au territoire de la Polynésie française.

Art. 3.— Tous les frais d'entretien, de réparation, de remplacement et d'assurance seront respectivement à la charge des groupements d'intérêt économique "Tahiti tourisme" et "Tahiti animation".

Art. 4.— En cas de dissolution de ces groupements d'intérêt économique, le territoire recouvrera l'entière jouissance de tous les biens meubles sans aucune indemnité.

Art. 5.— Les modalités de cette mise à disposition seront précisées par une convention établie entre le territoire et les groupements d'intérêt économique "Tahiti tourisme" et "Tahiti animation".

Art. 6.— Le Président du gouvernement est habilité à signer cette convention de mise à disposition.

Art. 7.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président,
Jean JUVENTIN.

DELIBERATION n° 93-132 AT du 25 novembre 1993 précisant les bénéficiaires des mesures fiscales applicables aux investissements dans le secteur de la pêche hauturière semi-industrielle ou industrielle.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 69-8 du 3 janvier 1969, relative à l'armement et aux ventes maritimes, et spécialement son article 1er, promulguée par arrêté n° 3932 du 6 décembre 1972 ;

Vu le code des douanes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1873 modifié relatif à la formalité de l'enregistrement ;

Vu le code des impôts directs ;

Vu la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990 relative aux mesures fiscales applicables aux investissements dans le secteur de la pêche hauturière semi-industrielle ou industrielle ;

Vu la délibération n° 93-103 AT du 9 septembre 1993 portant modification de la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990 ;

Vu la délibération n° 93-113 AT du 5 octobre 1993 portant ouverture de la session budgétaire ordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 93-114 AT du 8 octobre 1993 fixant la durée de la session budgétaire ordinaire de l'année 1993 ;

Vu l'arrêté n° 1030 CM du 24 novembre 1993 pris en conseil des ministres dans sa séance du 24 novembre 1993 ;

Vu la lettre n° 543 AT du 17 novembre 1993 du président de l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 136-93 du 25 novembre 1993 de la commission de l'économie ;

Dans sa séance du 25 novembre 1993,

Adopte :

Article 1er.— Les dispositions de l'article 1er de la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

"Peuvent bénéficier de tout ou partie des mesures fiscales définies par la présente délibération, les armateurs au sens des dispositions de l'article 1er de la loi n° 69-8 du 3 janvier 1969, domiciliés en Polynésie française, qui exploitent des navires de pêche répondant aux caractéristiques précisées à l'article 2 ci-après, construits localement ou dans les états membres de la Communauté économique européenne."

Le reste sans changement.

Art. 2.— Il est inséré à l'article 3 de la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990, après le vocable "tout ou partie des avantages suivants", les dispositions suivantes :

"correspondant à des charges fiscales ou parafiscales dont serait redevable l'armateur au sens des dispositions de l'article 1er de la loi n° 69-8 du 3 janvier 1969, tant en propre que par obligations mises à sa charge par convention écrite de financement."

Le reste sans changement.

Art. 3.— Dans les dispositions de l'article 6 de la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990, le vocable "propriétaires exploitants" est remplacé par "armateurs au sens des dispositions de l'article 1er de la loi n° 69-8 du 3 janvier 1969".

Le reste sans changement.

Art. 4.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président,
Jean JUVENTIN.

DELIBERATION n° 93-133 AT du 25 novembre 1993 complétant les dispositions relatives à l'obligation d'ouvroison avant exportation des trocas et burgaus, et renforçant le dispositif répressif à l'encontre des auteurs de pêches irrégulières.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 91-6 du 4 janvier 1991 portant homologation des dispositions prévoyant l'application de peines correctionnelles et de sanctions complémentaires, de délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, et édictant des dispositions pénales et de procédure pénale applicables en Polynésie française, et spécialement son article 9 ;

Vu le code des douanes de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-136 AT du 13 octobre 1988 relative à l'adoption par la Polynésie française du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, dit "tarif S.H." ;

Vu la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu la délibération n° 92-72 AT du 30 avril 1992 portant modification de la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 ;

Vu la délibération n° 93-113 AT du 5 octobre 1993 portant ouverture de la session budgétaire ordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 93-114 AT du 8 octobre 1993 fixant la durée de la session budgétaire ordinaire de l'année 1993 ;

Vu l'arrêté n° 997 CM du 18 novembre 1993 pris en conseil des ministres dans sa séance du 17 novembre 1993 ;

Vu la lettre n° 543 AT du 17 novembre 1993 du président de l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 137-93 du 25 novembre 1993 de la commission de l'économie ;

Dans sa séance du 25 novembre 1993,

Adopte :

Article 1er.— Les dispositions du dernier alinéa de l'article 11-1 de la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988, sont abrogées et remplacées par les suivantes :

"L'exportation de ces coquilles vides ne pourra se réaliser qu'après ouvroison sur le territoire, dans le respect des prescriptions fixées par la position tarifaire n° 96.01 du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (dit "tarif S.H.").

Les résidus de cette ouvroison sont susceptibles d'une exportation dès lors où leur état répond aux prescriptions fixées par la position tarifaire n° 05.08 du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (dit "tarif S.H.").

Le ministre chargé de la mer certifie que les coquilles vides, objets de l'exportation, sont issues d'une pêche régulièrement autorisée. Il assure simultanément la tenue d'un décompte afférent à la consommation des produits ainsi ouvrés."

Le reste sans changement.

Art. 2.— Les dispositions du second alinéa de l'article 13 de la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1984, sont abrogées et remplacées par les suivantes :

"L'exportation des coquilles vides de trocas et de burgaus ne pourra se réaliser qu'après ouvroison sur le territoire, dans le

respect des prescriptions fixées par la position tarifaire n° 96.01 du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (dit "tarif S.H.).

Les résidus de cette ouvraison sont susceptibles d'une exportation dès lors où leur état répond aux prescriptions fixées par la position tarifaire n° 05.08 du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (dit "tarif S.H.).

Le ministre chargé de la mer certifie que les coquilles vides, objets de l'exportation, sont issues d'une pêche régulièrement autorisée. Il assure simultanément la tenue d'un décompte afférent à la consommation des produits ainsi ouvrés."

Le reste sans changement.

Art. 3.— Les dispositions de l'alinéa second de l'article 19 de la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988, sont abrogées et remplacées par les suivantes :

"Dans le cas d'une vente au profit du territoire de trocas et de burgaus saisis, et notamment celles réalisées par le service des douanes, l'exportation ne pourra se réaliser qu'après ouvraison dans les mêmes termes que ceux figurant aux dispositions du dernier alinéa et suivants de l'article 11-1 et de l'alinéa second et suivants de l'article 13 ci-avant."

Le reste sans changement.

Art. 4.— Les dispositions des articles 3 et 4 de la délibération n° 92-72 AT du 30 avril 1992, sont abrogées.

Art. 5.— A titre transitoire, et pour permettre l'adaptation des entreprises locales, les dispositions définissant l'obligation d'ouvraison sur le territoire avant exportation des trocas est partiellement suspendue jusqu'au 31 juillet 1994 inclus, dans la limite de 50 % d'un quota réalisé d'une pêche régulièrement autorisée.

Art. 6.— Les dispositions de l'article 17 de la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988, seront abrogées et remplacées par les suivantes dès l'entrée en vigueur sur le territoire d'une loi les homologant :

"Nonobstant les dispositions des alinéas suivants du présent article, de celles de l'article 20 ci-après, les auteurs des infractions aux dispositions de la présente délibération sont passibles des peines applicables aux auteurs des contraventions de 5e classe, sans préjudice des dispositions prises par le code des douanes en matière de contrebande ou d'exportations sans déclarations.

Quiconque se sera rendu coupable de la pêche quel qu'en soit le procédé, de la détention, du transport, de la commercialisation, de l'exportation des tritons, casques, burgaus, trocas, sans, le cas échéant, pouvoir justifier de la possession préalable des autorisations administratives requises par la réglementation en vigueur, sera puni d'un emprisonnement de deux mois à six mois et d'une amende de 150.000 F CFP (8.250 FF) à 300.000 F CFP (16.500 FF) par infraction commise, ou de l'une de ces deux peines seulement.

En cas de récidive, la peine d'amende pourra être relevée jusqu'à 400.000 F CFP (22.000 FF)."

Art. 7.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président,
Jean JUVENTIN.

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 1027 CM du 22 novembre 1993 portant modification de la composition du conseil d'administration de l'Institut territorial de la statistique.

Le Président du gouvernement du territoire,

Sur le rapport du ministre des finances et des réformes administratives,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 76-50 AT du 9 juillet 1976 portant création de l'Institut territorial de la statistique et d'un conseil de la statistique ;

Vu l'arrêté n° 770 CM du 13 août 1985 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Institut territorial de la statistique ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 10 novembre 1993,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté n° 770 CM du 13 août 1985 susvisé est modifié comme suit :

Au lieu de :

"L'Institut est administré par un conseil d'administration composé de sept membres :

- le ministre chargé des finances, *président* ;
- le ministre chargé de la santé, *vice-président* ;
- le ministre chargé de l'équipement, *membre* ;
- le ministre chargé du travail, *membre* ;
- deux conseillers territoriaux ou leurs suppléants, *membres* ;
- un membre du Conseil économique, social et culturel ou son représentant, *membre*."

Lire :

"L'Institut est administré par un conseil d'administration de neuf membres :

- le ministre chargé de la statistique, *président* ;
- le ministre chargé de l'économie, *membre* ;
- le ministre chargé de l'agriculture, *membre* ;
- un conseiller territorial ou son suppléant, *membre* ;

- un représentant du Conseil économique, social et culturel sur proposition du Conseil économique, social et culturel, *membre* ;
- un représentant de la Chambre de commerce, de l'industrie, des services et des métiers, *membre* ;
- le directeur de l'Institut d'émission d'outre-mer, *membre* ;
- deux personnalités désignées par le conseil des ministres en raison de leur compétence, *membres*."

Art. 2.— L'arrêté n° 572 CM du 28 mai 1991 modifiant l'arrêté n° 770 CM du 13 août 1985 relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières et comptables de l'Institut territorial de la statistique est abrogé.

Art. 3.— Le ministre des finances et des réformes administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 1993.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Michel BUIILLARD.

Par le Président du gouvernement du territoire :

Le ministre des finances
et des réformes administratives,
Patrick PEAUCELLIER.

ARRETE n° 1037 CM du 25 novembre 1993 portant nomination d'un commissaire de gouvernement auprès de la Chambre d'agriculture et d'élevage.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de l'élevage,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 890 CM du 27 juillet 1990 portant organisation de la Chambre d'agriculture et d'élevage de Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 novembre 1993,

Arrête :

Article 1er.— M. Thierry Teai est nommé commissaire de gouvernement auprès de la Chambre d'agriculture et d'élevage.

Art. 2.— Le ministre de l'agriculture et de l'élevage est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 novembre 1993.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Michel BUIILLARD.

Par le Président du gouvernement du territoire :

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage,
Noa TETUANUI.

ARRETE n° 1038 CM du 25 novembre 1993 portant nomination du directeur de cabinet auprès du ministre de l'agriculture et de l'élevage.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de l'élevage,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-100 AT du 10 janvier 1985 portant création de services dénommés "cabinets" auprès du Président et des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 131 CM du 19 février 1985 relatif au régime général du personnel des services dénommés "cabinets ministériels" y compris le régime des rémunérations et le régime indemnitaire ;

Vu les nécessités de service ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 novembre 1993,

Arrête :

Article 1er.— M. Frédéric Riveta est nommé en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre de l'agriculture et de l'élevage à compter du 10 novembre 1993.

Art. 2.— Le ministre de l'agriculture et de l'élevage est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 novembre 1993.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Michel BUIILLARD.

Par le Président du gouvernement du territoire :

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage,
Noa TETUANUI.

ARRETE n° 1041 CM du 25 novembre 1993 portant nomination de M. Richard Boyer aux fonctions de directeur de cabinet du ministre de l'économie.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-100 AT du 10 janvier 1985 portant création de services dénommés "cabinets" auprès du Président et des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 131 CM du 19 février 1985 modifié relatif au régime général du personnel des services dénommés "cabinets ministériels" y compris le régime des rémunérations et le régime indemnitaire ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 novembre 1993,

Arrête :

Article 1er.— M. Richard Boyer est nommé aux fonctions de directeur de cabinet auprès du ministre de l'économie, pour compter du 10 novembre 1993.

Art. 2.— Le ministre de l'économie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 novembre 1993.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Michel BUILLARD.

Par le Président du gouvernement du territoire :

Le ministre de l'économie,
Georges PUCHON.

ARRETE n° 1044 CM du 25 novembre 1993 modifiant l'arrêté n° 1072 CM du 25 septembre 1992 portant octroi de droits d'atterrissage sur la relation Paris-Papeete et Los Angeles-Papeete à la compagnie Corse Air International.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française et notamment son article 26, alinéa 9 ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la demande présentée par la compagnie Corse Air International ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 novembre 1993,

Arrête :

Article 1er.— Les droits d'atterrissage relatifs à un programme de vols nolisés entre Paris-Papeete et Los Angeles-Papeete sont accordés à la compagnie Corse Air International à raison d'un vol hebdomadaire pour l'année 1994 augmentés de neuf vols supplémentaires annuels puis, à compter du 1er janvier 1995, d'un deuxième vol hebdomadaire Paris-Los Angeles-Papeete aller et retour.

Art. 2.— Les droits octroyés s'appliquent à un programme de vols effectués sur appareils de type B-747 200 biclasse d'une capacité ouverte à l'affrètement de 530 sièges, du 1er janvier 1994 au 31 décembre 1994 inclus.

Art. 3.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 novembre 1993.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Michel BUILLARD.

ARRETE n° 1045 CM du 25 novembre 1993 accordant à l'opération d'apport partiel par la S.A.R.L. "Poly-diésel" à la société "Poly S.A." le bénéfice des dispositions de l'article 11-2 section I du code des impôts directs.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des finances et des réformes administratives,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu le code des impôts directs ;

Vu la demande de la société S.A.R.L. "Poly-diésel" ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 novembre 1993,

Arrête :

Article 1er.— L'exonération des plus-values instaurée par l'article 11-2 section I du code des impôts directs est accordée à la société S.A.R.L. "Poly-diésel" pour l'opération d'apport partiel de cette société à la société "Poly S.A.".

Art. 2.— Le bénéfice de l'exonération décrite à l'article 11-2 est subordonné au respect, par la société absorbante, des obligations suivantes :

- calculer les amortissements et les plus-values ultérieures des biens autres que les marchandises compris dans l'apport,

d'après leur valeur nette aux bilans de la société apporteuse. La valeur nette s'entend du prix de revient, déduction faite des amortissements déjà réalisés par cette société ;

- reprendre à son passif les provisions afférentes aux éléments de l'apport qui étaient inscrits aux bilans de la société apporteuse.

Art. 3.— Le non-respect des obligations de l'article 2 entraîne de plein droit la déchéance du régime d'exonération accordé à l'opération.

Art. 4.— Le ministre des finances et des réformes administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 novembre 1993.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Michel BUIILLARD.

Par le Président du gouvernement du territoire :

Pour le ministre des finances
et des réformes administratives absent :

*Le ministre de la mer,
du développement des archipels,
des affaires foncières
et des postes et télécommunications,*
Edouard FRITCH.

Par arrêté n° 1000 CM du 19 novembre 1993.— La répartition prévisionnelle des crédits de paiement du budget d'investissement 1993 est modifiée selon le tableau n° 10-93 joint.

ANNEXE A L'ARRÊTE PORTANT REPARTITION DES CREDITS DE PAIEMENT 1993

Tableau n° 10-93

	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	911	912	914	925	TOTAL
PR	9.800.000						- 3.100.000								6.500.000
AT															0
CES															0
VP	600.000										- 100.000.000				- 99.400.000
MSE	1.000.000			102.700.000									4.000.000		107.700.000
MFR	2.100.000		5.000.000			- 14.000.000								14.000.000	7.100.000
MMA	8.930.000						15.096.000				119.000.000		- 27.800.000		115.226.000
MEE															0
MAF	1.100.000							118.650.000					40.000.000		159.750.000
MAE	61.540.000	- 37.950.000	459.450.000		5.500.000	13.170.000	- 1.540.000								490.170.000
NCA															0
NJS															0
Cp.															0
Com.															0
	74.870.000	- 37.950.000	464.450.000	102.700.000	5.500.000	- 830.000	10.456.000	118.650.000	0	0	19.000.000	0	16.200.000	14.000.000	787.048.000

Par arrêté n° 1001 CM du 19 novembre 1993.— La valeur CAF barème représentative de la valeur en douane du fioul (27.10.00.32/33/34) est fixée à 14,91 F CFP/litre.

L'arrêté n° 496 CM du 15 juin 1993 est abrogé.

Par arrêté n° 1002 CM du 19 novembre 1993.— La rémunération des prestations locales des sociétés pétrolières applicables au fioul public ne peut être supérieure à 9,450 F CFP par litre.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées, conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978.

Par arrêté n° 1003 CM du 19 novembre 1993.— Le montant de stabilisation applicable au fioul (27.10.00.32/33/34) est fixé à -7,20 F CFP le litre.

L'arrêté n° 497 CM du 15 juin 1993 est abrogé.

Par arrêté n° 1004 CM du 19 novembre 1993.— Le prix maximal de facturation des entreprises importatrices distributrices de fioul (prix de gros à revendeurs) est fixé comme suit :

Fioul (27.10.00.32/33/34) : 18,964 F CFP/litre.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées, conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978.

L'arrêté n° 498 CM du 15 juin 1993 est abrogé.

Par arrêté n° 1005 CM du 19 novembre 1993.— L'article 1er de l'arrêté n° 31 CM du 11 janvier 1989 constatant les tarifs de l'énergie électrique distribuée par la S.A. "Electricité de Tahiti" dans l'île de Tahiti est modifié comme suit :

Les prix de l'énergie électrique distribuée par la S.A. "Electricité de Tahiti", dans le cadre de sa concession, s'établissent comme suit à compter de la facturation de septembre 1993 :

A- Basse tension : en F CFP par kWh

- Usage domestique :
 - 1re tranche (0 à 100 kWh) : 19,52
 - 2e tranche (101 à 200 kWh) : 33,01
 - 3e tranche (plus de 200 kWh) : 38,45
- Eclairage public : 30,38
- Autres usages : 35,09

B- Moyenne tension :

- Tarif jour 1re tranche : 25,52
- Tarif jour 2e tranche : 16,76
- Tarif nuit : 17,10
- Comptage uniforme : 28,99

L'article 1er de l'arrêté n° 495 CM du 15 juin 1993 est abrogé.

Par arrêté n° 1009 CM du 22 novembre 1993.— L'article 1er de l'arrêté n° 305 CM du 20 mars 1992 prorogeant le délai de réalisation du programme d'investissement de la S.A. "Hana Iu", pour la réalisation d'un hôtel à Huahine, est modifié comme suit :

"Le délai de réalisation de l'investissement de la S.A. "Hana Iti" pour la réalisation d'un hôtel à Huahine est prorogé jusqu'au 28 février 1994."

La validité du présent arrêté est subordonnée à la passation d'un avenant n° 2 à la convention entre la S.A. "Hana Iti" et le territoire de la Polynésie française, représenté par le Président du gouvernement du territoire de la Polynésie française.

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à l'examen de la commission des investissements.

Par arrêté n° 1010 CM du 22 novembre 1993.— La société Kim Fa & Co, représentée par M. Wiwine Liu Sing, est autorisée de manière permanente et jusqu'à nouvel ordre à importer en Polynésie française l'eau minérale naturelle d'origine belge de marque Valvert.

Par arrêté n° 1011 CM du 22 novembre 1993.— Il est prononcé la dissolution de la société civile professionnelle "Bernard Bruggmann, notaire associé".

M. Bernard Bruggmann est nommé notaire à la résidence de Papeete en remplacement de ladite société.

Avant d'entrer en fonctions, M. Bernard Bruggmann devra justifier du versement du cautionnement et de l'assurance en responsabilité civile professionnelle, tel qu'il est stipulé aux articles 60, 61 et suivants du décret n° 57-1002 du 12 septembre 1957 modifié.

Par arrêté n° 1013 CM du 22 novembre 1993.— Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 207 CM du 28 février 1991 portant réglementation de la prise en charge par le budget du territoire des frais d'installation, d'entretien et d'abonnement des postes téléphoniques ainsi que des taxes de communication sont complétées de la manière suivante :

"Conseiller spécial auprès du Président du gouvernement."

Les autres dispositions restent inchangées.

Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 1er août 1993.

Par arrêté n° 1014 CM du 22 novembre 1993.— Est constaté au niveau de 107,8 l'indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois d'octobre 1993 (base 100 en décembre 1988).

Par arrêté n° 1017 CM du 22 novembre 1993.— Sont affectées, au profit de la commune de Papeete, deux parcelles de terre domaniales sises à Papeete, quartier Taunua, détachées de la terre Raahere I, aux superficies respectives de 1.792 m² et 5.069 m².

Telles que ces parcelles figurent sur le plan D/DGN/Raitama en date du 31 décembre 1992 établi par la commune de Papeete et détenu par le service des domaines et de l'enregistrement et telles qu'elles ont été acquises par le territoire aux termes de deux actes transcrits à la conservation des hypothèques le 26 juin 1989 au volume 1602, n° 28, et le 30 avril 1993 au volume 1865, n° 7.

Cette affectation est destinée à la régularisation de la situation foncière de l'école Raitama et à l'implantation du réfectoire.

En cas de non-respect de cette destination, le territoire recouvrera la jouissance des terrains et deviendra propriétaire des immeubles y édifiés par accession sans aucune indemnité.

Par arrêté n° 1018 CM du 22 novembre 1993.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération suivante du conseil d'administration du Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.) :

- n° 16-93 CA/FEI/MTR du 12 octobre 1993 modifiant la délibération n° 20-92 CA/FEI du 24 septembre 1992.

Par arrêté n° 1019 CM du 22 novembre 1993.— Pour compter de la date de délivrance de la licence de pêche, les navires suivants :

- thonier Vinivini 5, PY 1619 ;
- thonier Heiana 3, PY 1606 ;
- thonier Sakahoa, PY 1601 ;
- thonier Heimana 3, PY 1612.

sont agréés au régime fiscal privilégié institué par la délibération n° 89-125 AT du 26 octobre 1989 pour les approvisionnements de gazole, d'huiles et de lubrifiants destinés à la pêche hauturière des codifications du tarif S.H. 27.10.00.36 et 27.10.00.45.

Le bénéfice du régime fiscal privilégié défini à l'article 1er de la délibération n° 89-125 AT du 26 octobre 1989 sera immédiatement suspendu par le service des douanes dans le cas du non-respect par le propriétaire du navire de ses obligations fixées à l'article 2 de la même délibération ou dans le cas du non-renouvellement de la licence de pêche.

Le non-respect par l'exploitant du navire agréé des dispositions des lois et textes réglementaires en vigueur dans le territoire ou le non-respect d'une ou des obligations visées à la délibération n° 89-125 AT du 26 octobre 1989 entraînera, sauf cas de force majeure dûment constaté par arrêté pris en conseil des ministres, le retrait immédiat de tout ou partie des avantages acquis, sans préjudice, s'il y a lieu, des pénalités prononcées en application du code des douanes.

Par arrêté n° 1020 CM du 22 novembre 1993.— Est admis au régime des mesures fiscales incitatives applicables aux investissements dans le secteur de la pêche hauturière semi-industrielle ou industrielle, prévues par la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990 modifiée, M. Richard Friedman pour son projet d'acquisition et d'exploitation du navire de pêche hauturière Heimana 3.

Conformément à l'article 3 de la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990 modifiée, M. Richard Friedman bénéficie :

- de la suspension des droits et taxes, dont la liquidation incombe au service des douanes, à l'exclusion des redevances portuaires et aéroportuaires, frappant les navires de pêche hauturière, les équipements et matériels suivants :

Caractéristiques du navire	
- nom du navire	: Heimana 3, PY 1612
- longueur hors tout	: 18,70 m
- largeur	: 5 m
- capacité frigorifique	: 15 m3

- de l'exonération totale, pendant une durée de trois ans à compter de la mise en exploitation du navire, des impôts directs suivants : contribution des patentes et impôt sur les transactions. Cette exonération ne concerne que les éléments déclarés servant de base aux calculs des différents impôts.

Le total des exonérations se monte à *trente millions quatre cent un mille dix-sept francs CP* (30.401.017 FCP).

Le bénéfice des avantages ci-octroyés est subordonné à la passation d'une convention entre M. Richard Friedman et le territoire de la Polynésie française représenté par le ministre chargé de la mer, selon le modèle prévu par l'arrêté n° 735 CM du 5 juillet 1990.

Par arrêté n° 1021 CM du 22 novembre 1993.— Est admis au régime des mesures fiscales incitatives applicables aux investissements dans le secteur de la pêche hauturière semi-industrielle ou industrielle, prévues par la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990 modifiée, M. Francis Chin pour son projet d'acquisition et d'exploitation du navire de pêche hauturière Vinivini 5.

Conformément à l'article 3 de la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990 modifiée, M. Francis Chin bénéficie :

- de la suspension des droits et taxes, dont la liquidation incombe au service des douanes, à l'exclusion des redevances portuaires et aéroportuaires, frappant les navires de pêche hauturière, les équipements et matériels suivants :

Caractéristiques du navire

- nom du navire : Vinivini 5, PY 1619
- longueur hors tout : 16,70 m
- largeur : 5 m
- capacité frigorifique : 15 m3

- de l'exonération totale, pendant une durée de trois ans à compter de la mise en exploitation du navire, des impôts directs suivants : contribution des patentes et impôt sur les transactions. Cette exonération ne concerne que les éléments déclarés servant de base aux calculs des différents impôts.

Le total des exonérations se monte à *vingt-neuf millions cinq cent cinquante-sept mille quatre cent dix francs CP* (29.557.410 FCP).

Le bénéfice des avantages ci-octroyés est subordonné à la passation d'une convention entre M. Chin Francis et le territoire de la Polynésie française représenté par le ministre chargé de la mer, selon le modèle prévu par l'arrêté n° 735 CM du 5 juillet 1990.

Par arrêté n° 1022 CM du 22 novembre 1993.— Est admis au régime des mesures fiscales incitatives applicables aux investissements dans le secteur de la pêche hauturière semi-industrielle ou industrielle, prévues par la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990 modifiée, M. Marcelin Lisan pour son projet d'acquisition et d'exploitation du navire de pêche hauturière Heiana 3.

Conformément à l'article 3 de la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990 modifiée, M. Marcelin Lisan bénéficie :

- de la suspension des droits et taxes, dont la liquidation incombe au service des douanes, à l'exclusion des redevances

portuaires et aéroportuaires, frappant les navires de pêche hauturière, les équipements et matériels suivants :

Caractéristiques du navire

- nom du navire : Heiana 3, PY 1606
- longueur hors tout : 16,70 m
- largeur : 5 m
- capacité frigorifique : 15 m3

- de l'exonération totale, pendant une durée de trois ans à compter de la mise en exploitation du navire, des impôts directs suivants : contribution des patentes et impôt sur les transactions. Cette exonération ne concerne que les éléments déclarés servant de base aux calculs des différents impôts.

Le total des exonérations se monte à *trente et un millions huit cent soixante et onze mille deux cent quatre-vingt-trois francs CP* (31.871.283 FCP).

Le bénéfice des avantages ci-octroyés est subordonné à la passation d'une convention entre M. Marcelin Lisan et le territoire de la Polynésie française représenté par le ministre chargé de la mer, selon le modèle prévu par l'arrêté n° 735 CM du 5 juillet 1990.

Par arrêté n° 1023 CM du 22 novembre 1993.— Est admis au régime des mesures fiscales incitatives applicables aux investissements dans le secteur de la pêche hauturière semi-industrielle ou industrielle, prévues par la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990 modifiée, M. Joseph Chaussoy pour son projet d'acquisition et d'exploitation du navire de pêche hauturière Sakahoa.

Conformément à l'article 3 de la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990 modifiée, M. Joseph Chaussoy bénéficie :

- de la suspension des droits et taxes, dont la liquidation incombe au service des douanes, à l'exclusion des redevances portuaires et aéroportuaires, frappant les navires de pêche hauturière, les équipements et matériels suivants :

Caractéristiques du navire

- nom du navire : Sakahoa, PY 1601
- longueur hors tout : 16,70 m
- largeur : 5 m
- capacité frigorifique : 15 m3

- de l'exonération totale, pendant une durée de trois ans à compter de la mise en exploitation du navire, des impôts directs suivants : contribution des patentes et impôt sur les transactions. Cette exonération ne concerne que les éléments déclarés servant de base aux calculs des différents impôts.

Le total des exonérations se monte à *trente millions six cent vingt mille quatre-vingt-sept francs CP* (30.620.087 FCP).

Le bénéfice des avantages ci-octroyés est subordonné à la passation d'une convention entre M. Joseph Chaussoy et le territoire de la Polynésie française représenté par le ministre chargé de la mer, selon le modèle prévu par l'arrêté n° 735 CM du 5 juillet 1990.

Par arrêté n° 1024 CM du 22 novembre 1993.— Est agréé le programme de vols n° 18 Hiver 1994, valide du 1er novembre

1993 au 31 mars 1994, de la société Air Tahiti figurant en annexe au présent arrêté.

Programme d'exploitation n° 18 Hiver 1994

Escales	Journalières	Nombre de fréquences hebdomadaires	Mensuelles
<i>Iles Sous-le-Vent</i>			
A.T.R.			
Bora Bora	5		
Huahine	3		
Raiatea	3		
Maupiti		5	
<i>Tuamotu Nord</i>			
A.T.R.			
Rangiroa		13	
Manihi		5	
Mataiva		2	
Tikehau		3	
Takarua		3	
Takapoto		3	
<i>Dornier</i>			
Fakarava		1	
Apataki		1	
Arutua		1	
Kaukura		1	
Napuka		1	
<i>Marquises</i>			
A.T.R.			
Nuku Hiva		4	
Hiva Oa (Atuona)		2	
<i>Dornier</i>			
Hiva Oa (Atuona)		2	
Ua Huka			
Ua Pou		1	
<i>Australes</i>			
A.T.R.			
Rurutu		3	
Tubuai		3	
<i>Tuamotu Est-Gambier</i>			
A.T.R.			
Anaa			3
Makemo			2
Hao			6
Gambier			2
<i>Dornier</i>			
Fangatau			2
Puka Puka			2
Fakahina			2
Tatakoto			2
Pukarua			2
Reao			2
Vahitahi			2
Nukutavaka			2
Tureia			2

Par arrêté n° 1025 CM du 22 novembre 1993.— L'article 11 de l'arrêté n° 859 CM du 27 septembre 1993 fixant les tarifs maximaux de fret et de passages maritimes sur le territoire de la Polynésie française est modifié par ce qui suit :

Au lieu de :

"Il fera l'objet d'une révision dans le cadre des textes réglementaires en vigueur à sa date d'échéance."

Lire :

"A défaut de stipulations contractuelles particulières, il fera l'objet d'une révision dans le cadre des textes réglementaires en vigueur à sa date d'échéance."

Par arrêté n° 1026 CM du 22 novembre 1993.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes prises par le conseil d'administration de l'Office territorial de l'habitat social dans sa séance du 22 septembre 1993 :

- délibération n° 93-1 OTHS approuvant la décision modificative n° 1 du budget de l'exercice 1993 de l'Office territorial de l'habitat social ;
- délibération n° 93-2 OTHS portant modification des autorisations de programme et des crédits de paiement du programme d'investissement 1992-1995 de l'Office territorial de l'habitat social.

Par arrêté n° 1028 CM du 22 novembre 1993.— MM. Christian Vernaudon et Bernard Poirine sont nommés en tant que membres du conseil d'administration de l'Institut territorial de la statistique pour une durée de deux ans.

Par arrêté n° 1029 CM du 22 novembre 1993.— Le Président du gouvernement est habilité à signer la convention annexée au présent arrêté (1) entre le territoire et M. Maurice Nussenbaum, en vue de la réalisation d'une étude comptable et financière, pour asseoir l'appel interjeté par le territoire contre le jugement du 16 mars 1993 du tribunal administratif de Papeete, condamnant le territoire à verser à la Compagnie polynésienne de transport maritime la somme de 175.056.000 F CFP (*cent soixante-quinze millions cinquante-six mille francs CFP*).

(1) Elle peut être consultée au ministère chargé des transports.

Par arrêté n° 1035 CM du 25 novembre 1993.— M. Lan Ah Loi Georges, ingénieur T.P. CC1, directeur adjoint de l'équipement, est nommé directeur de l'équipement par intérim durant la période de congé annuel de M. Maurice Jourdes, ingénieur divisionnaire des T.P.E., du 29 novembre 1993 au 27 décembre 1993 inclus.

Par arrêté n° 1036 CM du 25 novembre 1993.— Sur sa demande, il est mis fin aux fonctions de M. Yves Laugrost en qualité de commissaire de gouvernement auprès de la Chambre d'agriculture et d'élevage.

Par arrêté n° 1039 CM du 25 novembre 1993.— M. Pomier Maurice est nommé en qualité de conseiller technique chargé de l'agriculture auprès du ministre de l'agriculture et de l'élevage à compter du 10 novembre 1993.

Par arrêté n° 1040 CM du 25 novembre 1993.— M. Stéphane Tarahu est nommé en qualité de chef de cabinet auprès du ministre de l'agriculture et de l'élevage à compter du 10 novembre 1993.

Par arrêté n° 1042 CM du 25 novembre 1993.— M. Dimitri Pitoeff est nommé aux fonctions de conseiller technique auprès du ministre de l'économie pour compter du 9 novembre 1993.

Par arrêté n° 1043 CM du 25 novembre 1993.— M. Philippe Guesdon est nommé aux fonctions de chef de cabinet auprès du ministre de l'économie pour compter du 10 novembre 1993.

Par arrêté n° 1047 CM du 25 novembre 1993.—Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 12-93 ITSTAT du 16 novembre 1993 du conseil d'administration de l'Institut territorial de la statistique, approuvant la réalisation et l'organisation de l'étude sur "l'emploi".

Par arrêté n° 1048 CM du 25 novembre 1993.—La rectification suivante est apportée à l'article 1er de l'arrêté n° 973 CM du 3 novembre 1993. *Au lieu de :* "en application de l'article 1er (1er alinéa) de la délibération susvisée, huit licences de pêche sont accordées...", *il convient de lire :* "en application de l'article 1er (1er alinéa) de la délibération susvisée, quarante-deux licences de pêche sont accordées...". Le reste sans changement.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

P R E S I D E N C E

ARRETE n° 450 PR du 22 novembre 1993 relatif à l'exercice des attributions du ministre des finances et des réformes administratives.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 626 PR du 9 avril 1991 modifié relatif aux attributions du ministre des finances et des réformes administratives ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Edouard Fritch, ministre de la mer, du développement des archipels, des affaires foncières et des postes et télécommunications, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère des finances et des réformes administratives pendant l'absence de M. Patrick Peaucellier, du 20 novembre au 2 décembre 1993 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 1993.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Michel BUILLARD.

ARRETE n° 451 PR du 22 novembre 1993 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la jeunesse, des sports, de l'éducation populaire et des transports.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 433 PR du 12 novembre 1993 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse, des sports, de l'éducation populaire et des transports ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Marc Maamaatuaiahutapu, dit Maco Tevane, ministre de la culture, de l'artisanat traditionnel et de l'environnement, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la jeunesse, des sports, de l'éducation populaire et des transports pendant l'absence de M. Toni Hiro du 20 novembre au 1er décembre 1993 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 1993.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Michel BUILLARD.

VICE-PRESIDENCE, MINISTERE DE LA SANTE, DE L'HABITAT ET DE LA RECHERCHE

ARRETE n° 5355 VP du 25 novembre 1993 portant modification des dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 2037 VP du 14 mai 1991 portant délégation de signature du vice-président, ministre de la santé, de la solidarité, de l'habitat et de la recherche.

Le vice-président, ministre de la santé, de l'habitat et de la recherche,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 624 PR du 9 avril 1991 relatif aux attributions du vice-président, ministre de la santé, de la solidarité, de l'habitat et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 2037 VP du 14 mai 1991 portant délégation de signature du vice-président, ministre de la santé, de la solidarité, de l'habitat et de la recherche,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 2037 VP du 14 mai 1991 portant délégation de signature du vice-président, ministre de la santé, de la solidarité, de l'habitat et de la recherche sont modifiées comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Jammet, les délégations visées à l'article précédent sont exercées par

Mlle BellindaJonc, directeur adjoint chargé des affaires médicales et des ressources humaines.

En cas d'empêchement de M. Marc Jammet et de Mlle BellindaJonc, les délégations visées à l'article précédent sont exercées par M. Bruno Lonjon, attaché de direction chargé des ressources humaines.

Art. 2.— Le directeur du Centre hospitalier territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 novembre 1993.
Michel BUILLARD.

**MINISTÈRE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

ARRETE n° 5314 MCA du 24 novembre 1993 portant délégation de signature du ministre de la culture, de l'artisanat traditionnel et de l'environnement.

Le ministre de la culture, de l'artisanat traditionnel et de l'environnement,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la proclamation n° 91-14/13 AT du 4 avril 1991 relative à l'élection du Président du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 429 PR du 9 novembre 1993 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 430 PR du 9 novembre 1993 portant nomination de ministres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 431 PR du 9 novembre 1993 portant modification des attributions de certains membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 439 PR du 12 novembre 1993 relatif aux attributions du ministre de la culture, de l'artisanat traditionnel et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 85-1040 AT du 30 mai 1985 portant création de la délégation à l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 791 CM du 4 août 1986 modifié portant organisation et attributions de la délégation à l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 614 CM du 19 juillet 1993 portant nomination du délégué à l'environnement par intérim ;

Vu l'arrêté n° 3317 MAF du 29 juillet 1993 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, de l'environnement et de la condition féminine ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Laurent Borde, délégué à l'environnement par intérim, pour signer au nom du ministre de la culture, de l'artisanat traditionnel et de l'environnement, les actes et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée.

Art. 2.— M. Laurent Borde est habilité, en outre, à signer les actes et correspondances suivants :

1) - *En matière de gestion du personnel :*

- 1.1 - congés annuels, congés de maternité et de maladie ;
- 1.2 - certificats de travail et attestations de salaires ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- 1.3 - notations et avancement d'échelon ;
- 1.4 - sanctions disciplinaires (avertissements et blâmes) ;
- 1.5 - mutations à l'intérieur du service ;
- 1.6 - permissions exceptionnelles prévues par la convention collective ;
- 1.7 - ordres de déplacement à l'intérieur du territoire n'excédant pas 6 jours ;
- 1.8 - réquisitions de passage et de bagages correspondantes, à l'intérieur du territoire.

2) - *En matière de gestion de crédits :*

- 2.1 - engagement, certification de services faits et liquidation des dépenses imputables au budget local et gérées par la délégation à l'environnement ;
- 2.2 - engagement, certification de services faits et liquidation des dépenses imputées à la section locale du F.I.D.E.S. et gérées par la délégation à l'environnement.

3) - *En matière d'installations classées pour la protection de l'environnement :*

- 3.1 - l'ouverture d'enquête publique de commodo et incommodo ;
- 3.2 - la mise en demeure de régularisation de la situation administrative d'une installation classée ;
- 3.3 - la mise en demeure de régularisation des travaux conformément aux prescriptions contenues dans l'arrêté d'autorisation ;
- 3.4 - la mise en demeure de faire disparaître les dangers et inconvénients générés par une activité non comprise dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- 3.5 - la notification des arrêtés et des refus d'autorisation.

4) - *En matière d'étude et de gestion de l'environnement :*

- 4.1 - correspondance relative à l'aménagement des périmètres protégés ;
- 4.2 - correspondance relative à la gestion du patrimoine naturel ;
- 4.3 - secrétariat de la commission des sites et des monuments naturels.

Art. 3.— L'arrêté n° 3317 MAF du 29 juillet 1993 est abrogé.

Art. 4.— Le délégué à l'environnement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 novembre 1993.
Maco TEVANE.

**MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES**

Par arrêté n° 5366 MFR du 29 novembre 1993.— Il est délégué à chaque ministère et par chapitre, les crédits de paiement mentionnés dans le tableau n° 14-93 joint en annexe.

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT DELEGATION DES CREDITS DE PAIEMENT 1993

TABLEAU N° 14-93

(en milliers de francs)

	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	911	912	914	925	Total
PR	3.100						- 3.100								0
AT															0
CES															0
VP	600														600
MSE	1.000												4.000		5.000
MFR	13.401					- 14.000								14.000	13.401
MMA	8.930				4.000						15.000		- 27.800		130
MEE				158.000											158.000
MAF	1.100														1.100
MAE	1.540			212.112			- 1.540								212.112
MCA															0
MJS															0
op. com.															0
	29.671	0	0	370.112	4.000	- 14.000	- 4.640	0	0	0	15.000	0	- 23.800	14.000	390.343

**MINISTÈRE DE LA MER, DU DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS
DES AFFAIRES FONCIERES
ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

ARRETE n° 5316 MMA du 24 novembre 1993 donnant délégation de signature à M. Gilles Thuret, chef du service de l'administration des archipels.

Le ministre de la mer, du développement des archipels, des affaires foncières et des postes et télécommunications,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 430 PR du 9 novembre 1993 portant modification des attributions de certains membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 627 PR du 9 avril 1991 modifié relatif aux attributions du ministre de la mer, du développement des archipels et des affaires foncières ;

Vu la délibération n° 87-50 AT du 30 avril 1987 portant création d'un service dénommé "délégation au développement des archipels" ;

Vu l'arrêté n° 206 CM du 1er mars 1988 portant organisation de la délégation au développement des archipels ;

Vu l'arrêté n° 1147 CM du 17 décembre 1990 portant nomination du chef du service de la délégation au développement des archipels ;

Vu l'arrêté n° 1601 MMA du 16 avril 1991 portant délégation de signature au chef du service de la délégation au développement des archipels ;

Vu l'arrêté n° 5315 MMA du 24 novembre 1993 portant abrogation des dispositions de l'arrêté n° 646 MMA du 19 février 1992,

Arrête :

Article 1er.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacky Michaud, chef du service de la délégation au développement des archipels, délégation de signature est donnée à M. Gilles Thuret, chef du service de l'administration des archipels, à l'effet de signer au nom du ministre de la mer, du développement des archipels, des affaires foncières et des postes et télécommunications, dans la limite de ses attributions, les actes définis à l'arrêté n° 1601 MMA du 16 avril 1991.

Art. 2.— Le chef du service de la délégation au développement des archipels est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 novembre 1993.
Edouard FRITCH.

Par arrêté n° 5305 MMA du 22 novembre 1993.— Dans le cadre de ses missions de prévention de santé publique et de recherches scientifiques, l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé est autorisé à titre exceptionnel et de régularisation à recevoir et détenir une tortue marine de l'espèce *Eretmochelys imbricata* ayant causé le coma et la mort de consommateurs.

L'institut remettra les conclusions de son étude à la délégation à l'environnement, au service de la mer et de l'aquaculture, à la délégation de la recherche et à la direction de la santé publique.

Par arrêté n° 5315 MMA du 24 novembre 1993.— Pour compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté n° 646 MMA du 19 février 1992 portant délégation de signature à M. Pierre Chanfour, économiste au service de la délégation au développement des archipels, sont abrogées.

**MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ, DE L'EMPLOI,
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DES LOIS DU TRAVAIL**

**ARRÊTE n° 5347 MSE/IT du 25 novembre 1993 donnant
délégation de signature au chef du service de l'inspection
du travail.**

Le ministre de la solidarité, de l'emploi, de la formation professionnelle et des lois du travail,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 438 PR du 12 novembre 1993 relatif aux attributions du ministre de la solidarité, de l'emploi, de la formation professionnelle et des lois du travail ;

Vu la convention n° 85-5 du 5 décembre 1985 relative à la mise à disposition du territoire de la Polynésie française du service de l'inspection du travail ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu la décision n° 1236 PEL.E3 du 14 novembre 1990 portant affectation de M. Bartolo André, directeur du travail de 2e classe, 3e échelon ;

Vu l'arrêté n° 4222 MSE du 1er octobre 1991 modifié donnant délégation de signature au chef du service de l'inspection du travail,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. André Bartolo, chef du service de l'inspection du travail, à l'effet de signer, dans le cadre des missions qu'il exerce pour le territoire, au nom du ministre de la solidarité, de l'emploi, de la formation professionnelle et des lois du travail, tout acte ou document à caractère interne ou relatif aux affaires courantes du service de l'inspection du travail.

Art. 2.— M. André Bartolo, chef du service de l'inspection du travail, est habilité à signer les pièces ci-après :

- 1) a - lettres, missives et bordereaux adressés aux chefs des services territoriaux, sous couvert le cas échéant, de leur ministre ;
- b - lettres de convocation des membres de la commission technique, d'orientation et de reclassement professionnel (Cotorep) aux réunions en assemblée plénière ; décisions notifiées par cette commission aux assujettis ; cartes territoriales d'invalidité ;
- c - correspondances adressées aux fournisseurs et usagers du service pour l'instruction de leurs dossiers ;
- d - demandes de parution des avis d'appels d'offres ;
- 2) Engagements, certifications du service fait et liquidations des dépenses imputées sur le budget local dans les matières relevant de la compétence de son service ;
- 3) Ordres de déplacement à l'intérieur du territoire pour les agents placés sous son autorité ;
- 4) Actes individuels concernant les congés annuels (hors congé administratif) pour les personnels de statut territorial de catégorie 5 à 1 ;
- 5) Certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- 6) Notations des agents placés sous son autorité à l'exception du personnel de 2e et 1re catégories ;
- 7) Sanctions disciplinaires : avertissements et blâmes ;
- 8) Congés de maternité et de maladie ;
- 9) Pénalisations exceptionnelles prévues par la convention collective.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. André Bartolo, les délégations prévues aux articles précédents sont exercées par M. Jean-Paul Aygalent, directeur adjoint du travail, et M. Eric Hennebel, inspecteur du travail.

Art. 4.— Les dispositions de l'arrêté n° 4222 MSE du 1er octobre 1991 modifié sont abrogées.

Art. 5.— Le chef du service de l'inspection du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 novembre 1993.
Raymond VAN BASTOLAER.

ARRETE n° 5348 MSE du 25 novembre 1993 portant délégation de signature à M. Simon Jean Marie, directeur des centres de formation professionnelle pour adultes de Pirae-Punaruu.

Le ministre de la solidarité, de l'emploi, de la formation professionnelle et des lois du travail,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 438 PR du 12 novembre 1993 relatif aux attributions du ministre de la solidarité, de l'emploi, de la formation professionnelle et des lois du travail ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu le contrat de travail de M. Simon Jean Marie en date du 2 avril 1969 et ses avenants 1, 2 et 3,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Simon Jean Marie, directeur des centres de formation professionnelle pour adultes, à l'effet de signer, au nom du ministre de la solidarité, de l'emploi, de la formation professionnelle et des lois du travail dans la limite de ses attributions, les correspondances définies aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— M. Simon Jean Marie est en outre habilité à signer les actes suivants :

- a) autorisation de congés de toute nature à passer dans le territoire pour le personnel placé sous son autorité ;
- b) engagements et liquidations des dépenses relatives au fonctionnement et à l'équipement des centres de formation professionnelle pour adultes, imputées sur les crédits du budget du territoire ;
- c) engagements et liquidations des dépenses relatives aux indemnités mensuelles versées aux stagiaires en formation dans les centres de formation professionnelle pour adultes, imputées sur les crédits du budget du territoire.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Simon Jean Marie, la présente délégation de signature est exercée par M. Chin Jean, adjoint technique du centre.

Art. 4.— Le directeur des centres de formation professionnelle pour adultes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 novembre 1993.
Raymond VAN BASTOLAER.

ARRETE n° 5349 MSE du 25 novembre 1993 portant délégation de signature au chef du service des affaires sociales.

Le ministre de la solidarité, de l'emploi, de la formation professionnelle et des lois du travail,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 431 PR du 9 novembre 1993 portant modification des attributions de certains membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 438 PR du 12 novembre 1993 relatif aux attributions du ministre de la solidarité, de l'emploi, de la formation professionnelle et des lois du travail ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984 autorisant les ministres à déléguer par arrêté leur signature modifié par l'arrêté n° 38 CM du 3 octobre 1984 ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 376 CM du 13 avril 1992 portant nomination de Mme Béatrice Vernaudeau en qualité de chef du service des affaires sociales ;

Vu la délibération n° 87-47 AT du 29 avril 1987 portant réglementation de l'attribution des secours accordés sur le budget du territoire ;

Vu l'arrêté n° 986 CM du 15 septembre 1987 fixant la composition de la commission des secours modifié par l'arrêté n° 345 CM du 26 avril 1993,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Béatrice Vernaudeau, chef du service des affaires sociales, à l'effet de signer au nom du ministre de la solidarité, de l'emploi, de la formation professionnelle et des lois du travail, dans la limite de ses attributions tous actes à caractère interne ou relatifs aux affaires courantes.

Art. 2.— En particulier, Mme Béatrice Vernaudeau est habilitée à signer les actes ci-après détaillés :

I - Actes relevant de la gestion financière :

- engagements et liquidations des dépenses relatives à la gestion courante du service imputées sur le budget du territoire.

II - Actes relevant de la gestion courante :

- notes au personnel ;
- notes ou correspondances aux usagers du service ;
- admission au centre d'accueil des personnes âgées ;
- communiqués à la presse ou à la radio dans l'exercice des fonctions du service ;
- correspondances destinées au cabinet militaire (pour les dépenses de service militaire) et à la gendarmerie pour les interventions auprès des familles des îles ;
- décisions d'évacuation sanitaire conjointement avec le directeur de la santé publique ;

- décisions de placements d'enfants dans les familles d'accueil ;
- décisions attribuant les différentes sortes de secours réglementés par la délibération n° 87-47 AT du 29 avril 1987 jusqu'à concurrence de cent cinquante mille francs (150.000 FCF) ;
- organisation des concours d'admission en formation de travailleurs sociaux.

III - Actes relevant de la gestion du personnel de statut territorial placé sous son autorité :

- congés de toute nature à l'exclusion des congés administratifs ;
- autorisation d'absence exceptionnelle de toute nature ;
- ordres de déplacements et réquisitions à l'intérieur du territoire ;
- décisions accordant des indemnités kilométriques ;
- justificatifs de communication internationale ;
- propositions de bonifications ou de réductions pour les avancements à l'ancienneté ;
- sanctions disciplinaires jusqu'au blâme inclus, sauf pour les agents de 1re catégorie ;
- mutations à l'intérieur du service.

Art. 3. — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Béatrice Vernaudo, Mme Georgette Chicou ou M. Jean-Claude Rau sont habilités à signer l'ensemble des actes ci-dessus détaillés.

Art. 4. — Le chef du service des affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié aux intéressés.

Fait à Papeete, le 25 novembre 1993.
Raymond VAN BASTOLAER.

MINISTRE DE L'EDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

ARRETE n° 5304 MEE du 22 novembre 1993 portant délégation de signature du ministre de l'éducation et de l'enseignement technique, chargé des relations avec l'assemblée territoriale et le Conseil économique, social et culturel, à M. le directeur des enseignements secondaires.

Le ministre de l'éducation et de l'enseignement technique,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 430 PR du 9 novembre 1993 portant nomination de ministres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 436 PR du 12 novembre 1993 relatif aux attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement technique, chargé des relations avec l'assemblée territoriale et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 835 CM du 24 juillet 1992 portant nomination du directeur des enseignements secondaires,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à M. Jean Prunet, directeur des enseignements secondaires, à l'effet de signer au nom du ministre de l'éducation et de l'enseignement technique, chargé des relations avec l'assemblée territoriale et le Conseil économique, social et culturel :

- 1°) Les actes et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984, avec copie au ministre des correspondances relatives aux investissements ;
- 2°) Les actes et correspondances définis au paragraphe 1.3 pour les établissements publics uniquement ;
- 3°) Les actes et correspondances suivants :

a - Exécution du budget

- engagement, certification du service fait et liquidation des dépenses imputables au budget et gérées par la direction des enseignements secondaires pour les sections de fonctionnement et d'investissement, dans la limite de ses attributions ;
- ordre de déplacement et réquisitions de passage et de bagages à l'intérieur du territoire ;
- toute question relative à la préparation de la répartition des subventions aux établissements publics territoriaux d'enseignement ;
- arrêté d'attribution d'indemnités kilométriques ;
- gestion des subventions pour la rémunération des directeurs d'écoles, le fonctionnement des internats et de la formation des maîtres des enseignements privés.

b - Bourses et allocations diverses

- gestion des allocations de bourses et prêts d'études supérieures en métropole et sur le territoire :
 - notes aux chefs d'établissements ;
 - constitution des dossiers de demande d'allocations ;
 - secrétariat de la commission d'attribution d'allocations d'études ;
 - relations avec le bureau étudiant du service de la délégation de la Polynésie française à Paris ;
 - relations avec l'organisme bancaire agréé pour les prêts d'étude ;
 - correspondances aux familles et aux étudiants relatives aux allocations de bourses et de prêts d'étude à l'exception des notifications d'attribution de bourses et des contrats de prêts d'étude ;
- gestion des bourses locales de l'enseignement public et privé et aides scolaires.

c - Vie scolaire

- toute question relative à la préparation de la carte scolaire ;
- approbation du service des personnels ;
- certification du service fait pour les heures supplémentaires et les heures de suppléance ;
- préparation du calendrier scolaire ;
- toute question relative à la répartition des moyens d'enseignements (postes, H.S.A. et H.S.E.).

d - Gestion des personnels mis à disposition et à statut territorial

- certificats de travail et attestations de salaires ou autres prévus par la réglementation sociale ;

- autorisations d'absence n'ayant pas pour conséquence un départ du territoire, sauf pour les examens et concours du personnel ;
- gestions des congés réglementaires ;
- notation administrative et avancement des personnels enseignants d'éducation, de surveillance, des A.T.O.S. et des agents contractuels (A.N.F.A.) ;
- mutation à l'intérieur du service de l'ensemble des personnels (mise à disposition et A.N.F.A.).

e - Gestion des personnels de l'enseignement privé

- arrêté d'affectation des personnels suppléants ;
- arrêté d'autorisation d'absence pour formation continue ;
- arrêté de congé de maladie et de maternité ;
- arrêté portant classement des personnels ;
- arrêté portant avancement des personnels.

f - Examens

- organisation du baccalauréat, du brevet, du B.E., du B.E.P., du C.A.P., du C.A.D. et du C.A.P.D.

g - Formation continue

- préparation des programmes de formation continue ;
- mise en place des actions.

h - Constructions

- préparation des programmes et des plans annuels de travaux et constructions sur les crédits d'investissement.

i - Signature des certificats destinés à l'exonération des droits de douane.

j - Préparation et exécution des conventions entre le territoire et le Centre national d'enseignement à distance.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean Prunet, directeur des enseignements secondaires, et de M. Pierre Lussiana, secrétaire général, la délégation de signature sera exercée par M. Daniel Perosa, A.A.S.U. chef de division, dans la limite des attributions de la division des affaires financières.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean Prunet, directeur des enseignements secondaires, et de M. Pierre Lussiana, secrétaire général, délégation est donnée à M. Joël Blanche, A.P.A.S.U. chef de la division des personnels administratifs, et à M. Alain Coquerelle, A.A.S.U. chef de la division des personnels enseignants et de direction, pour signature des décisions de congé de maladie dans la limite respective de leurs attributions.

Art. 4.— Le directeur des enseignements secondaires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 1993.
Nicolas SANQUER.

ARRÊTÉ n° 5346 MEE du 25 novembre 1993 portant délégation de signature au chef du service de l'éducation.

Le ministre de l'éducation et de l'enseignement technique,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 75-22 du 24 janvier 1975, modifiée par la délibération n° 78-9 du 21 janvier 1978, portant création du service de l'éducation ;

Vu la convention n° 88-3 du 31 mars 1988 relative à l'éducation entre l'Etat et le territoire ;

Vu le décret n° 82-622 du 19 juillet 1982 modifié fixant les dispositions statutaires applicables au corps des instituteurs C.E.A.P.F. ;

Vu l'arrêté n° 1299 I.ADM du 17 mars 1975 portant organisation du service de l'éducation ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984 modifié autorisant les ministres à déléguer par arrêté leur signature ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 430 PR du 9 novembre 1993 portant nomination de ministres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 436 PR du 12 novembre 1993 relatif aux attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement technique, chargé des relations avec l'assemblée territoriale et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 680 CM du 5 juin 1992 nommant M. Jean-Paul Ariotima, chef du service de l'éducation ;

Vu l'arrêté n° 1668 MEE du 26 avril 1993 portant délégation de signature au chef du service de l'éducation ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Jean-Paul Ariotima, chef du service de l'éducation, à l'effet de signer au nom du ministre de l'éducation et de l'enseignement technique :

- 1° Les actes et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 avec copie au ministre des correspondances relatives aux investissements ;
- 2° Les actes et correspondances suivants :

I. - PERSONNELS

1. - Instituteurs suppléants et remplaçants

- avancement ;
- bulletin de visite ;
- mise en position d'accomplissement du service national ;
- congés de maternité ;
- congés exceptionnels ;
- autorisation d'absence n'ayant pas pour conséquence un départ du territoire, sauf pour les examens et concours du personnel ;

- congés de maladie ;
- congés de longue maladie ou de longue durée ;
- reprise de fonction ;
- congés administratifs ;
- constatation de l'arrivée sur le territoire ;
- sanctions disciplinaires ;
- radiation de la liste des suppléants ;
- admission à la retraite.

2. - *Instituteurs titulaires C.E.A.P.F.*

- avancement ;
- option pour les nouvelles grilles de rémunération ;
- mise en position d'accomplissement du service national ;
- validation des services auxiliaires ;
- classement dans le groupe C.E.G. des instituteurs spécialisés ;
- rapports d'inspection ;
- disponibilités de toutes natures ;
- congés de maternité ;
- congés exceptionnels ;
- congés de convalescence ;
- congés de longue maladie ou de longue durée ;
- reprise de fonction ;
- congés administratifs ;
- constatation de l'arrivée sur le territoire ;
- autorisation d'absence n'ayant pas pour conséquence un départ du territoire, sauf pour les examens et concours du personnel ;
- sanctions disciplinaires : du 1er, 2e, 3e et 4e groupe, à l'exception de la révocation ;
- radiation des cadres ;
- admission à la retraite.

3. - *Instituteurs du cadre métropolitain et professeurs des écoles*

- constatation d'arrivée sur le territoire ;
- constatation de retour sur le territoire suite à un congé administratif ;
- autorisation d'absence n'ayant pas pour conséquence un départ du territoire, sauf pour les examens et concours du personnel ;
- congés administratifs ;
- congés de convalescence ;
- reprise de fonction ;
- prise en charge du voyage des enfants.

4. - *Personnels administratifs*

- préparation des recrutements ;
- avancement ;
- notation ;
- suspension de contrat ;
- reprise de fonction ;
- congés de maternité ;
- congés de maladie ;
- autorisations exceptionnelles d'absence n'ayant pas pour objet un départ du territoire, sauf pour les examens et concours du personnel ;
- congés annuels ;
- congés administratifs ;
- préparation des sanctions disciplinaires jusqu'à la rétrogradation incluse ;
- admission à la retraite.

II. - EXAMEN

- organisation matérielle du C.E.P.E., du C.A.P., du C.A.F.I.M.F., du C.A.A.P.S.A.I.S. et des concours d'entrée à l'école normale mixte de Polynésie française ;
- transmission des dossiers d'entrée en 6e.

III. - FORMATION CONTINUE

- préparation des programmes de formation continue ;
- arrêtés d'organisation de stages.

IV. - EXECUTION DU BUDGET

- gestion administrative et financière des services administratifs (fonctionnement) ;
- gestion administrative et financière des C.S.P., des C.J.A. (fonctionnement) ;
- signature de pièces constitutives de marchés ;
- arrêtés de remboursement de frais de déménagement ;
- liquidation des états indemnitaires et de remboursement de frais de déménagement ;
- décompte de l'indemnité compensatrice pour stages en métropole des personnels du 1er et du 2nd degré ;
- transferts de crédits d'article à article au sein d'un même sous-chapitre ;
- engagement et liquidation des crédits de transports scolaires ;
- ordres de déplacement, états de transports et réquisitions pour déplacements à l'intérieur du territoire ;
- arrêtés d'attribution d'indemnités kilométriques ;
- engagement et liquidation d'indemnités kilométriques ;
- certification de service fait pour les soins des personnels enseignants titulaires C.E.A.P.F. et du cadre métropolitain ;
- signature des certificats destinés à l'exonération des droits de douane ;
- procès-verbaux de condamnation de matériel.

V. - IMPRIMERIE

- gestion administrative et financière (fonctionnement) ;
- programme des travaux ;

VI. - CARTE SCOLAIRE

- préparation des programmes de constructions scolaires et suivi de l'exécution des travaux ;
- préparation du découpage des circonscriptions d'inspection du premier degré ;
- préparation de la carte scolaire et répartition des moyens.

VII. - VIE SCOLAIRE

- occupation des locaux en dehors des heures de classe ;
- préparation du calendrier scolaire ;
- actions menées conjointement avec les autres administrations et les associations ;
- œuvres péri et post-scolaires.

VIII. - TRANSPORTS SCOLAIRES

- organisation et gestion du système des transports scolaires.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Paul Ariotima, chef du service de l'éducation, la délégation de signa-

ture qui lui est confiée par l'article 1er du présent arrêté sera exercée par M. Philippe Destouches, secrétaire général du service de l'éducation.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Paul Ariotima et de M. Philippe Destouches, la délégation de signature sera exercée par :

- Mme Martine Destouches, attachée principale d'administration scolaire et universitaire, dans la limite des attributions des affaires financières ;
- M. Jérémie Issoufaly, attaché d'administration scolaire et universitaire, dans la limite des attributions de la division des affaires générales ;
- Mme Léontine Fèvre et M. Teva Quesnot dans la limite de la signature des états de service, attestations d'emplois et documents relatifs à la protection sociale ;
- Mme Lisette Lo Sam Kieou, dans la limite de l'engagement et la liquidation de dépenses relatives aux transports scolaires (sous-chapitres 943-02 et 943-03).

Art. 4.— Délégation de signature est donnée à l'effet de signer les réquisitions de passage à :

- M. André Costeux, conseiller pédagogique, dans la limite des déplacements effectués aux Marquises Nord ;
- M. Philippe Schlegel, conseiller pédagogique, dans la limite des déplacements effectués aux Marquises Sud.

Art. 5.— Le présent arrêté abroge les dispositions de l'arrêté n° 1668 MEE du 26 avril 1993 modifié, portant délégation de signature au chef du service de l'éducation.

Art. 6.— Le chef du service de l'éducation est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 novembre 1993.
Nicolas SANQUER.

**MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS,
DE L'ÉDUCATION POPULAIRE ET DES TRANSPORTS**

Par arrêté n° 452 PR du 22 novembre 1993.— Il est alloué à l'association sportive Te Aho une subvention d'un montant de *huit cent cinquante mille francs Pacifique* (850.000 FCP), au titre des stages sportifs et d'animateurs.

La dépense est imputable au budget du territoire, au sous-chapitre 95-102, article 657-39.

L'association Tamarii Te Aho est tenue de produire les pièces justificatives et le compte d'emploi de la somme demandée dans une période maximale de deux mois.

Dans le cas où le montant de la subvention n'aurait pas été utilisé dans sa totalité, l'A.S. Tamarii Te Aho se verra dans l'obligation de reverser le solde de la subvention.

Dans le cas où l'examen des pièces jointes ferait apparaître une utilisation non conforme à l'objet du versement, un ordre de reversement au profit du territoire sera émis à l'encontre de l'association A.S. Tamarii Te Aho.

Par arrêté n° 469 PR du 29 novembre 1993.— Il est alloué à l'A.S. Association polynésienne d'aikido, une subvention d'un montant de *deux cent mille francs Pacifique* (200.000 FCP), au titre du développement de la pratique sportive.

La dépense est imputable au budget du territoire, au sous-chapitre 95 102, article 657-51, intitulé "développement de la pratique sportive". La totalité de la somme sera versée sur le compte ouvert au nom de l'Association polynésienne d'aikido, à la signature de l'arrêté.

L'Association polynésienne d'aikido est tenue de produire les pièces justificatives et le compte d'emploi de la somme demandée dans une période maximale de deux mois.

Dans le cas où le montant de la subvention n'aurait pas été utilisé dans sa totalité, l'Association polynésienne d'aikido se verra dans l'obligation de reverser le solde de la subvention.

Dans le cas où le montant de la subvention aurait été destiné à un usage non conforme à l'objet de la demande, l'Association polynésienne d'aikido se verra dans l'obligation de reverser le solde de la subvention.

Par arrêté n° 470 PR du 29 novembre 1993.— Il est alloué à l'A.S. Association sports et loisirs de Raiatea (A.S.L.R.), une subvention d'un montant de *trois cent mille francs Pacifique* (300.000 FCP), au titre du développement de la pratique sportive.

La dépense est imputable au budget du territoire, au sous-chapitre 95 102, article 657-51, intitulé "développement de la pratique sportive". La totalité de la somme sera versée sur le compte ouvert au nom de l'Association sports et loisirs de Raiatea (A.S.L.R.), à la signature de l'arrêté.

L'Association sports et loisirs de Raiatea (A.S.L.R.) est tenue de produire les pièces justificatives et le compte d'emploi de la somme demandée dans une période maximale de deux mois.

Dans le cas où le montant de la subvention n'aurait pas été utilisé dans sa totalité, l'Association sports et loisirs de Raiatea (A.S.L.R.) se verra dans l'obligation de reverser le solde de la subvention.

Dans le cas où l'examen des pièces jointes ferait apparaître une utilisation non conforme à l'objet du versement, un ordre de reversement au profit du territoire sera émis à l'encontre de l'Association sports et loisirs de Raiatea (A.S.L.R.).

ACTES MUNICIPAUX

COMMUNE DE PAPEETE

ARRETE MUNICIPAL n° 158-93 du 5 novembre 1993 rapportant l'article 2 de l'arrêté n° 92-23 du 18 février 1992 autorisant la création de 5 emplacements de parking dans la rue Leboucher (tronçon compris entre la rue Gauguin et la rue Cardella).

Le maire de la commune de Papeete,

Vu le 1er décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie, une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu le code des communes - parties législative et réglementaire - applicable dans le territoire de la Polynésie française, et notamment l'article L. 131.3 relatif au pouvoir du maire, en matière de circulation routière ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 portant réglementation générale sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté n° 92-23 du 18 février 1992 ;

Vu l'article 2 dudit arrêté stipulant l'affectation des 5 emplacements de parking aux chauffeurs de taxis affiliés au syndicat de M. Guy Maihota ;

Vu la lettre de M. Jacky Bambridge, président de la confédération des syndicats entrepreneurs de taxis des îles du Vent, datée du 5 août 1993,

Arrête :

Article 1er. — L'article 2 de l'arrêté n° 92-23 du 18 février 1992 est rapporté et remplacé par le texte suivant : "Les 5 places de stationnement sont affectées à l'ensemble de tous les chauffeurs de taxis".

Art. 2. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées, conformément aux textes en vigueur.

Art. 3. — Le directeur des polices urbaines, le chef du service de la police municipale, le chef du groupement des services techniques municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 5 novembre 1993.
L.T. CARLSON.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 12 novembre 1993.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le chef de subdivision,
Patrick MILLE.

COMMUNE DE PIRAE

ARRETE MUNICIPAL n° 44-93 du 19 novembre 1993 - Avenant à l'arrêté n° 1972 MAE.AU du 12 mai 1993 autorisant M. et Mme Houques Jean-Pierre Hiro et Dora Iris Mauarii, dits "Fourcade", à réaliser un lotissement dénommé "Les Aïto" sur une parcelle de terre sise à Pirae dépendant de l'ancien domaine Walker, cadastrée n° 80, section L.

Le maire de la commune de Pirae,

Vu l'arrêté n° 173 AA du 30 janvier 1965 instituant la ville de Pirae ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 65-84 du 19 octobre 1965 de l'assemblée territoriale portant approbation du nouveau plan d'aménagement de l'agglomération de Papeete, rendue exécutoire par l'arrêté n° 3267 AA-TP du 3 novembre 1965 ;

Vu la délibération n° 74-20 du 14 février 1974 de l'assemblée territoriale complétant le règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, rendue exécutoire par l'arrêté n° 1481 AA du 22 avril 1974 ;

Vu la délibération n° 78-190 du 31 octobre 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale modifiant l'article 4 H du règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, rendue exécutoire par l'arrêté n° 5228 AA du 16 novembre 1978 ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 relatif aux formes et délais de l'instruction des demandes d'autorisation de création ou de développement de groupes d'habitations et de lotissements ;

Vu la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 et l'arrêté n° 1763 OPT du 16 septembre 1980 modifié, relatifs à la mise en place d'installations de télécommunications dans les immeubles et les lotissements ;

Vu l'arrêté n° 1972 MAE.AU du 12 mai 1993 autorisant M. et Mme Houques Jean-Pierre Hiro et Dora Iris Mauarii, dits "Fourcade", à réaliser un lotissement dénommé "Les Aïto" sur une parcelle de terre sise à Pirae dépendant de l'ancien domaine Walker, cadastrée n° 80, section L ;

Vu la réception des installations téléphoniques en date du 12 août 1993 ;

Vu l'attestation du chef du service incendie de la ville de Pirae relative à la conformité aux normes du réseau incendie, en date du 9 septembre 1993 ;

Vu l'avis du chef du service de l'urbanisme en date du 19 novembre 1993,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre de la réalisation du lotissement "Les Aito" par M. et Mme Houques Jean-Pierre Hiro et Dora Iris Mauarii, dits "Fourcade", sur une parcelle de terre sise à Pirae dépendant de l'ancien domaine Walker, cadastrée n° 80, section L, le dossier définitif enregistré les 6 octobre et 8 novembre 1993 au service de l'urbanisme (section U.O.C.) sous le numéro L/92-21 et composé comme suit :

- cahier des charges ;
- plan de bornage ;
- plan après travaux (terrassement, revêtement, eau potable, eaux pluviales) ;
- plan après travaux (téléphone),

est approuvé.

Art. 2.— Après formalités de transcription à la conservation des hypothèques, un exemplaire du cahier des charges sera déposé au secrétariat de la mairie de Pirae, un exemplaire au secrétariat du service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction").

Art. 3.— *Communication au public*

Le présent arrêté et le dossier approuvé sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D 141-7 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Pirae ;
- du service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction").

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, et notifié aux intéressés.

Fait à Pirae, le 19 novembre 1993.

Pour le maire empêché :

Le premier adjoint,
J.-M. FREBAULT.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 25 novembre 1993.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le chef de subdivision,
Patrick MILLE.

COMMUNE DE PUNAAUIA

ARRETE MUNICIPAL n° 73-93 du 27 octobre 1993 interdisant de déposer, d'abandonner ou de jeter des ordures, déchets, matériaux et généralement tous objets sans y être autorisé.

Le maire de la commune de Punaauia,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création de communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française, promulguée par arrêté n° 368 AA du 25 janvier 1978 ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant notamment application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu les articles L. 131-1 et L. 131-2 du code des communes de la Polynésie française définissant les pouvoirs généraux du maire en matière de police ;

Vu les articles R. 30-14° et R. 40-15° du code pénal ;

Vu la nécessité d'assurer la salubrité des lieux ;

Arrête :

Article 1er.— Il est interdit à toute personne de déposer, d'abandonner ou de jeter des ordures, déchets, matériaux et généralement tous objets de quelque nature qu'ils soient, en un lieu public ou privé dont elle n'est ni propriétaire, ni usufruitière, ni locataire, sans y être autorisée par une personne ayant l'un de ces titres, sauf si le dépôt a eu lieu sur un emplacement désigné à cet effet par l'autorité administrative compétente.

Art. 2.— Les infractions constatées au titre des présentes dispositions seront sanctionnées par les articles R. 30-14° et R. 40-15° du code pénal.

Art. 3.— La gendarmerie nationale et la brigade de police municipale sont chargées de faire appliquer les conditions prévues aux articles sus-cités.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Fait à Punaauia, le 27 octobre 1993.

Jacques VII.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 12 novembre 1993.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le chef de subdivision,
Patrick MILLE.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRETE MINISTERIEL du 21 octobre 1993 portant interdiction de circulation, de distribution et de mise en vente d'un ouvrage.

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, en date du 21 octobre 1993, considérant que la publication intitulée *At Tabsira*, rédigée en langue

arabe, est un écrit étranger ; considérant que la mise en circulation en France de cette publication est de nature à causer des dangers pour l'ordre public en raison de sa tonalité violemment anti-occidentale et anti-française et de l'apologie d'actes terroristes à laquelle elle se livre ; considérant les observations présentées par l'éditeur en application de l'article 8 du décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 :

La circulation, la distribution et la mise en vente de la publication intitulée *At Tabsira* éditée par le Front islamique de salut (FIS) à Londres (Angleterre) sont interdites sur l'ensemble du territoire.

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

SERVICE DU CADASTRE

AVIS N° 2255 C

Application de l'article 22 de la délibération n° 90-126 AT du 13 décembre 1990. Un chantier à l'entreprise pour réfection des plans cadastraux a débuté (délais : 8 mois à compter du 15 novembre 1993).

Ce marché n° 93-1271 a été attribué à la S.A.R.L. Topo Pacifique et concerne l'atoll de Mataiva.

Les propriétaires concernés sont invités à faciliter les travaux de terrain et à fournir tous les renseignements relatifs à leurs droits de propriété.

Fait à Papeete, le 18 novembre 1993.
*Le ministre de la mer,
du développement des archipels,
des affaires foncières
et des postes et télécommunications,
Edouard FRITCH.*

COMMUNE DE PAPEETE

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS POUR LE MOIS D'OCTOBRE 1993

Travaux autorisés le 4 octobre 1993

N° 93-85, banque Socrédo, 339, boulevard Pomare, aménagement d'un immeuble ;

N° 93-122, Camica, servitude Pure-Ora, Mission, construction d'une maison d'habitation.

Travaux autorisés le 5 octobre 1993

N° 93-58, S.C.I. Teiva, rue du Commandant-Destrebeau, construction d'un immeuble.

Travaux autorisés le 14 octobre 1993

N° 93-89, Tsang épouse Lau Po Kin, 19, rue Charles-Viénot, 43, rue Nansouty, modification d'un immeuble.

Travaux autorisés le 21 octobre 1993

N° 93-112, Mapakoi Marie-Hélène, chemin vicinal de Taunoo, construction d'un immeuble ;

N° 93-126, Teiva Marie-Françoise, servitude Tepihaa I, Patutoa, construction d'une maison ;

N° 93-131, Lehartel Rémy, avenue du Commandant-Chesse, servitude Mervin Taro, Taunoo, construction d'un immeuble ;

N° 93-132, Lehartel Alexandre, avenue du Commandant-Chesse, servitude Mervin Taro, Taunoo, construction d'un immeuble ;

N° 93-137, Li Niu Len, servitude Tepihaa I, Patutoa, construction d'une maison.

Travaux autorisés le 26 octobre 1993

N° 93-123, Tchong Sou Man Christophe, avenue du Régent-Paraita, construction d'une maison ;

N° 93-136, Graffe épouse Tupéa Mareta, servitude Garnier, Titiro, construction d'une maison.

Travaux autorisés le 27 octobre 1993

N° 93-43 a, Lee Thong Fat, 20, allée Pierre-Loti, Titiro, modification au plan d'un immeuble ;

N° 93-83 a, Faussanc Juliette, servitude Salvanayagam, Sainte-Amélie, modification au plan d'une maison ;

N° 93-116, Sengues épouse Changue Irène, 45, rue Monseigneur Tepano-Jaussen, modification d'un immeuble ;

N° 93-138, Poroi Adrien, allée Pierre-Loti, Titiro, construction d'une maison jumelée ;

N° 93-142, Lequerré Françoise, rue Wallis, construction d'une maison.

COMMUNE DE PIRAE

PERMIS DE LOTIR (Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961)

CERTIFICAT DE CONFORMITE N° 934-55

Référ. : Arrêté n° 1972 MAE.AU du 12 mai 1993 ;
Arrêté n° 44-93 du 19 novembre 1993.

Les formalités, prévues au chapitre 1er du titre IV du code de l'aménagement de la Polynésie française, concernant la réalisation d'un lotissement dénommé lotissement "Les Aito" par M. et Mme Houques Jean-Pierre Hiro et Dora Iris Mauarii, dits "Fourcade", sur une parcelle de terre sise à Pirae dépendant de l'ancien domaine Walker, cadastrée n° 80, section L, ayant été accomplies pour les 8 lots, le présent certificat, prévu à l'article D 141-8 du code précité, est délivré sous la responsabilité du lotisseur.

Fait à Pirae, le 19 novembre 1993.

Pour le maire empêché :

*Le premier adjoint,
J.-M. FREBAULT.*

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

Etude de Me Alexandre CORMIER, notaire à Papeete

S.N.C. PERET & JORDA

Société en nom collectif au capital de 40.000.000 F CFP

Siège social : Papeete, avenue Georges-Clemenceau

Immeuble Ia Ora

R.C.S. : Papeete n° 4537 B - N° Tahiti : 252577

AVIS DE DISSOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des associés de la S.N.C. PERET & JORDA réunie le 24 novembre 1993 a décidé de dissoudre la société par anticipation à compter du même jour.

Elle a nommé comme liquidateur, M. Jean-Jacques JORDA, gérant de sociétés, demeurant à Faaa, Pamatai, avec les pouvoirs les plus étendus afin de mener à bonne fin les opérations de liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation a été fixé à Papeete, vallée de Tipaerui, dans les locaux de la société Polybois (B.P. 1749, Papeete), adresse à laquelle la correspondance devra être adressée et les actes et documents notifiés à la société en liquidation.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué, en annexe au registre du commerce et des sociétés, au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

*Pour avis,
Le liquidateur.*

TAHITI GRAPHICS

S.A.R.L. au capital de 400.000 F

Siège : FAANA, lotissement Vaieria

R.C. 4044 B - N° Tahiti 215988

Pardélibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 14 octobre 1993, il a été décidé :

- 1- D'augmenter le capital par incorporation des comptes courants :

Ancienne mention

Le capital est fixé à la somme de 400.000 F CFP divisé en 100 parts.

Nouvelle mention

Le capital est fixé à la somme de 3.035.929 F CFP.

- 2- De réduire le capital à hauteur des pertes sociales, soit la somme de 1.435.929 F CFP.
Cette opération donne lieu à la création de 100 parts nouvelles réparties en fonction du compte courant apporté.

Ancienne mention

Le capital est fixé à la somme de 3.035.929 F CFP.

Nouvelle mention

Le capital est fixé à la somme de 2.000.000 F CFP.

*Pour avis,
La gérance.*

Etude de Me Alexandre CORMIER, notaire à Papeete

HUILERIE DE TAHITI

Société anonyme au capital de 140.000.000 francs CFP

Siège social : Papeete, Motu Uta

R.C.S. : Papeete n° 226 B

L'assemblée générale extraordinaire du 3 novembre 1993, statuant en application de l'article 241 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, a décidé la poursuite des activités de la société.

*Pour avis,
Le conseil d'administration.*

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE MATERNELLE MARAA - PAEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (16 septembre 1993)

Président	:	TEREREA Teiva
Vice-président	:	CHARLES Antonio
Secrétaire	:	SIMONET Christine
Secrétaire adjointe	:	AUTAI Cathy
Trésorière	:	TAEREA Tamara
Trésorière adjointe	:	CADOUSTEAU Mirenda
Commissaire aux comptes	:	TEFANA Noëline
Assesseur	:	MAIHOTA Ernest

FEDERATION DES OEUVRES LAÏQUES

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (10 novembre 1993)

Président	:	TAEA Rémi
Vice-présidente	:	JONC Rose
Secrétaire général	:	MATHIEL Joël
Secrétaire général adjoint	:	MAURIN Bernard
Trésorière	:	LICHTLE Yvette
Trésorier adjoint	:	FREBAULT Teiki
Membres	:	ADAMS Victor
	:	OTCENASEK Jean-Marie
	:	THION Lauthey
	:	FEVRE Marc

CLUB APEAHARI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(27 juillet 1993)

Vice-président	:	BRASSEUR Pierre
Vice-président adjoint	:	TEUIRA Roberto
Secrétaire général	:	DE USATORRE Jacques
Secrétaire adjoint	:	GRANADOS Jean-Louis
Trésorier général	:	BOISSY Gérard
Trésorier adjoint	:	COUGET Jean-Claude
Membres	:	HEISSLER Raymond
		LALANCE Pierre
		THOUARD Michel
		SIMONS Jean-Claude

ASSOCIATION COMPAGNIE PARENTHESSES*Modification des statuts*

Le siège de l'association se situe désormais à Pirae, vallée de Hamuta, quartier Walker.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

(25 octobre 1993)

Présidente	:	MOLIE Patricia
Secrétaire	:	OTTAVY Josette
Trésorière	:	RATTI Françoise
Direction artistique	:	MOLIE Patricia

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE PRIMAIRE PUBLIQUE ET LAIQUE
DE NUUTAFARATEA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

(8 novembre 1993)

Président	:	DOOM Frencki
Vice-président	:	MARAMA Jean
Secrétaire	:	ROBSON Errol
Secrétaire adjointe	:	TEHEI Lydia
Trésorier	:	BERNARDINO Clément
Trésorière adjointe	:	SCHMITT Rosine
Membres	:	ASEN Christine
		MAIROU Auvelyne
		TINIAU Thierry
		MAONO Orlène
		DELORD Yves

SECTION POLYNESIE FRANÇAISE DU SNU-IPP*Modification des statuts*

Le siège social actuel de la section est sis B.P. 4592, Papeete.

Le reste sans changement.

Récépissé n° 1531 IT/SCT/BTCY/av du 25 novembre 1993.

**CONFEDERATION TERRITORIALE DU SPORT
SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE DE POLYNESIE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

(2 novembre 1993)

Président	:	VAN BASTOLAER Raymond
1er vice-président	:	HIRO Toni
2e vice-président	:	BONNO Jacques
Secrétaire général	:	BERGER Charles
Secrétaire général adjoint	:	DARCEL Jean-Pierre
Trésorier général	:	TEMORERE Jean-Claude
Trésorier général adjoint	:	CONDAMINES Jean-Pierre
Assesseurs	:	RIOUAL Gwenola
		HAREHOE Thilda
		VICENTE Daniel
Commissaires aux comptes	:	NEUFFER Teriivaca
		MAURIN Bernard

**ASSOCIATION SPORTIVE JEUNESSE MATAIEA
SECTION FOOTBALL**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

(28 octobre 1993)

Présidents d'honneur	:	EBB Tinomana
		DOOM Victor
Président	:	DOOM Frencki
1er vice-président	:	MATAITAI Ramon
2e vice-président	:	HARUA Xavier
Secrétaire	:	WONG Jean-François
Secrétaire adjointe	:	TEHEI Doris épouse SOARES PIRES
Trésorier	:	SOARES PIRES Antonio
Trésorier adjoint	:	DELORD Yves
Commissaires aux comptes	:	ASEN François
		VAHIRUA Francis
Assesseurs	:	CHEBRET (veuve) Anna née MATAITAI
		TEFAAORA Tehotu
		MAIROU Edouard
		HAAPUEA Randolphe

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE MATERNELLE TAMA NUI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

(21 septembre 1993)

Président	:	CHEVRIER Franck
Vice-présidente	:	CHENE Adelina
Secrétaire	:	DEGAGE Corinne
Secrétaire adjointe	:	MARTIN Françoise
Trésorière	:	TETAUIRA Noélyne
Trésorière adjointe	:	MAURIN Chantal
Assesseurs	:	CHIN FOO Aicha
		NETI Mere
		GUAIS Marie-Hélène
		AMARU Sonia
		TAERO Elisa
		AMARU Françoise
		LABROUSSE Sylvie

**AMICALE MARAAMU
ECOLE PRIMAIRE DE APATEA**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(14 octobre 1993)**

Président	:	TUMAATAAROA Marcellino
Secrétaire	:	LEMAIRE Patrick
Secrétaire adjointe	:	SHAN Rébecca
Trésorière	:	TERIIPAIA Franco
Trésorière adjointe	:	AU-HAREHOE Adriana

**COOPERATIVE DE L'ECOLE DE HATIHEU
NUKU HIVA - MARQUISES**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(28 septembre 1993)**

Présidente	:	TISSOT Maeva
Secrétaire	:	PANGIER Christiane
Trésorière	:	KELLY Yadiana

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DU LYCEE D'ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE
DE L'HOTELLERIE ET DU TOURISME**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 octobre 1993)**

Président d'honneur	:	THOMAS Pierre
Présidente	:	SALMON Agnès
1er vice-président	:	MARITERANGI Henri
2e vice-présidente	:	AH-MIN Augustine
Secrétaire	:	ESTALL Sylvana
Secrétaire adjoint	:	VAKI Edmond
Trésorier	:	BLUM Michel
Trésorier adjoint	:	LEMBOURG Bernard

FEDERATION TAHITIENNE DE SURF

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(6 novembre 1993)**

Président	:	JUVENTIN Patrick
1er vice-président	:	CARROLL Eimata
2e vice-président	:	TAHUTINI Pierre
Secrétaire général	:	SHIGETOMI Jean-Christophe
Secrétaire adjointe	:	VARADY Maire
Trésorier général	:	GIRARD Frédéric
Trésorier adjoint	:	MARERE Jean-Marie
Membres	:	KLIMA Philippe
	:	LUCIANI Pascal
	:	SUEN-KO Jean-François
	:	HAREHOE Hau-Aui
	:	DAVID Moana
	:	PANG KOUÏ Pierre
	:	MATEAU Nathalie
	:	NOBLE Teva

DISTRICT DE PETANQUE DE RURUTU

Extraits de statuts

L'association dite "DISTRICT DE PETANQUE DE RURUTU", fondée le 14 octobre 1993, a pour objet la pratique de la pétanque ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social à MOERAI - RURUTU, Australes.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	TOOMARU Raymond
Secrétaire	:	TEHINA Tihoti
Trésorier	:	TAAE Carl
Assesseurs	:	HATTITIO Luc
	:	TOOMARU Thierry
	:	OPUU Marc
	:	MANATE Apia
	:	LEE Juanito

Récépissé n° 93-2410 MFR/AA du 10 novembre 1993.

TAMARII IMIHERE NUI

Extraits de statuts

L'association dite "TAMARII IMIHERE NUI", fondée le 3 novembre 1993, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- 1- Préserver les traditions culturelles de la Polynésie française (danses, chants et musiques folkloriques) ;
- 2- Insérer les jeunes dans la vie associative de l'île ;
- 3- Faire connaître nos traditions dans les autres archipels, éventuellement à l'étranger.

Elle a son siège social au domicile de M. Tehetia Henri à Mataura - Tubuai.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	:	VIRIAMU Wilfrid
Présidente	:	TEHETIA Gina
Vice-présidente	:	MATEAU Gréta
Secrétaire	:	FRUGIER Francine
Secrétaire adjointe	:	TEINAURI Cécile
Trésorière	:	LEPAVEC Colette
Trésorière adjointe	:	TOUCHART Françoise
Assesseurs	:	VIRIAMU Vahinerii
	:	HIORI Gérard

Récépissé n° 93-2599 MFR/AA du 17 novembre 1993.

GROUPEMENT DES RADIOLOGISTES DU SECTEUR LIBERAL DE POLYNESIE FRANÇAISE

Extraits de statuts

Il est fondé, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre "GROUPEMENT DES RADIOLOGISTES DU SECTEUR LIBERAL DE POLYNESIE FRANÇAISE".

Le groupement a pour but d'étudier en commun les questions d'ordre professionnel, de soutenir et de défendre les intérêts de ses membres, de resserrer entre eux les liens de solidarité et plus généralement d'agir par tous les moyens légaux pour obtenir la réalisation de ces objectifs.

Le siège social du groupement est fixé à Papeete, dans les locaux de la clinique Paofai, service de radiologie, ou B.P. 545, Papeete.

Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration à la majorité de ses membres.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président : CATTEAU Pierre
Secrétaire-trésorier : LAURENS Gérard

Récépissé n° 93-2549 MFR/AA du 12 novembre 1993.

ASSOCIATION RADIO CIBISTE DE TAHITI ET DES ILES

Extraits de statuts

Il est formé à Papeete (île de Tahiti), entre les gens de Tahiti et des îles, l'"ASSOCIATION RADIO CIBISTE DE TAHITI ET DES ILES".

Sa durée est illimitée, ainsi que le nombre de ses membres.

Son siège est fixé à Papeete, rue des Remparts, B.P. 1721, Papeete, téléphone : 43.25.29, poste 112.

Cette association radio cibiste aura pour but de se réunir, informer, instruire et protection civile pour toutes personnes qui s'intéressent à la radio cibiste, plus particulièrement C.B. (bandes des citoyens).

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur : HELME Eugène
Président : AHINI Roger
Vice-président : MAIFANO Pahoia
Secrétaire : TETO Antony
Secrétaire adjoint : PERRY Damas
Trésorier : HAUARIKI Numia Martin
Trésorier adjoint : MARA Roland

Récépissé n° 93-2340 MFR/AA du 12 novembre 1993.

FOYER SOCIO-EDUCATIF DU L.P. DE MAHINA

Extraits de statuts

L'association dite "FOYER SOCIO-EDUCATIF DU L.P. DE MAHINA", fondée le 14 octobre 1993, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet la création d'un foyer socio-éducatif au lycée professionnel de MAHINA.

Elle a son siège social route de ATIMA, MAHINA.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président : GRELLE Gérard
Vice-présidente : GAUGRY Stella
Secrétaire : MIETTE Catherine
Secrétaire adjoint : TAHUAITU Erwin
Trésorière : GOHN Josiane
Trésorier adjoint : GERMAIN Auguste
Assesseur : LEAOU Mate

Récépissé n° 93-2616 MFR/AA du 22 novembre 1993.

COOPERATIVE SCOLAIRE DE TEONEMAHINA

Extraits de statuts

Il est formé, entre les maîtres, les élèves, parents d'élèves et amis de l'école de TEONEMAHINA de PUKAPUKA, une association dite "COOPERATIVE SCOLAIRE DE TEONEMAHINA", fondée le 12 octobre 1993 et régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet, sous le contrôle permanent du directeur :

- de prendre soin de l'école et de la rendre agréable de façon à la faire aimer ;
- de créer une bibliothèque scolaire, de l'entretenir et de l'améliorer ;
- d'entretenir et d'améliorer le matériel de jeu et de classe ;
- d'organiser des fêtes scolaires et sportives, des sorties et des excursions éducatives ;
- de resserrer les liens de solidarité entre l'école et les familles par des oeuvres de mutualité et de bienfaisance.

Elle a son siège social à l'école de TEONEMAHINA à PUKAPUKA.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente : TAPII Katokura dite Rita
Vice-présidente : VILLANT Linda
Secrétaire : ALAKILETOA Lolésio
Secrétaire adjointe : TEPEHU Marie-Thérèse
Trésorier : VILLANT Raphaël
Trésorier adjoint : MAKITUA Kuraingo

Récépissé n° 93-2702 MFR/AA du 25 novembre 1993.

ASSOCIATION MATAREVA

Extraits de statuts

Il est fondé, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour titre MATAREVA.

Cette association est constituée en application à l'arrêté relatif à la réglementation du brevet de technicien supérieur (B.T.S.).

Comme le prévoit l'arrêté mentionné ci-dessus, l'association susnommée MATAREVA a une finalité exclusivement pédagogique. Dans le respect du programme du brevet de technicien supérieur d'hôtellerie, elle a pour objet de contribuer à la formation de ses membres et, à cet effet, ses missions sont notamment :

- de développer les capacités professionnelles et les qualités personnelles de ses membres ;
- de promouvoir la formation reçue par ses membres ;
- de participer à la formation professionnelle de ses membres par l'organisation de séminaires, de voyages d'étude et par la diffusion permanente de toutes les informations utiles ;
- de permettre à ses membres de participer à la réalisation et au suivi d'actions en relation avec des entreprises ;
- de permettre l'acquisition de matériels et de documents nécessaires pour ses membres.

Le siège social de l'association MATAREVA est fixé au lycée d'hôtellerie et de tourisme de Taaoe, représenté par M. THOMAS, proviseur.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: SCORZA Nathalie
Vice-présidente	: DUHAL Virginie
Secrétaire	: KAPIKURA Emile
Trésorière	: VIEVILLE Isabelle

Récépissé n° 93-2603 MFR/AA du 17 novembre 1993.

FOYER SOCIO-EDUCATIF DU COLLEGE DE FAAROA

Extraits de statuts

Il est créé à FAAROA, commune de TAPUTAPUATEA, une association d'éducation permanente régie par la loi du 1er juillet 1901 et dénommée "FOYER SOCIO-EDUCATIF DU COLLEGE DE FAAROA".

Sa durée est illimitée.

Son siège est installé dans les locaux de l'établissement sis à FAAROA, commune de TAPUTAPUATEA, RAIATEA, îles Sous-le-Vent.

L'association, dite "FOYER SOCIO-EDUCATIF DU COLLEGE DE FAAROA", est déclarée conformément à la loi du 1er juillet 1901. Elle est affiliée à la Fédération des oeuvres laïques de Polynésie française.

Le foyer est organisé, animé et géré par les élèves avec le concours des adultes.

Il a pour buts :

- de développer la vie collective, communautaire et coopérative de l'établissement, tout en favorisant l'épanouissement de la personnalité de chacun ;
- de promouvoir le sens des responsabilités et l'apprentissage de la vie civique et démocratique ;
- d'améliorer les conditions de vie dans l'établissement et de participer aux oeuvres d'entraide et de solidarité par l'utilisation des ressources créées par le travail en commun ;
- de développer la vie socio-éducative de l'établissement par l'animation de clubs spécialisés, l'organisation de manifestations culturelles, l'établissement de liens avec les associations culturelles de l'île et par la participation aux oeuvres de loisirs et de vacances ;
- d'entretenir un climat de compréhension et un esprit de dialogue entre les jeunes et les adultes ;
- de favoriser une rénovation pédagogique fondée sur l'utilisation des méthodes actives, du travail en équipe et du travail en groupe.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: CLABAUX Jacques
Vice-président	: MARIRI Tom
Secrétaire	: SOMMER Antonina
Secrétaire adjointe	: TEIHO Lucie
Trésorier	: ROUX André
Trésorière adjointe	: FLORES Vailani

Récépissé n° 93-2412 MFR/AA du 8 novembre 1993.

ASSOCIATION HORTICOLE ET ARTISANALE
"HERE TAHITI"

Extraits de statuts

Il est fondé, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Sa dénomination est "ASSOCIATION HORTICOLE ET ARTISANALE HERE TAHITI".

Cette association a pour but la mise en oeuvre de tous les moyens visant à défendre les intérêts des membres, à développer leurs activités, à resserrer les liens de fraternité entre les associés et à faciliter le regroupement et la vente de leurs produits :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente de plantes et d'objets artisanaux locaux ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'horticulture et de l'artisanat traditionnel.

Le siège social est fixé à Punaauia au P.K. 11,8.

Il pourra être transféré en tout autre lieu sur simple décision du bureau.

La durée de l'association est indéterminée, elle ne prendra fin que lorsque sa dissolution sera votée par une assemblée générale extraordinaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	TEVAHITUA Jean-Paul
Vice-président	:	PERETIA Penehata
Secrétaire	:	TETUAMANUHIRI Brigitte
Secrétaire adjointe	:	TAEREA Faiaipua
Trésorière	:	PERILLAUD Olga
Trésorière adjointe	:	WANG Alvina
Assesseurs	:	VILLET Marcelline PERETIA Heiti TEIKITOHE Marianne TUIRA Déborah

Récépissé n° 93-2701 MFR/AA du 26 novembre 1993.

TE HAE TOA NUI O TE HENUA ENATA

Extraits de statuts

Il a été fondé, entre les adhérents aux présents statuts, un parti politique dénommé "TE HAE TOA NUI O TE HENUA ENATA" (Rassemblement démocratique de la grande famille marquisienne) le 5 novembre 1993, lequel est régi par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Le "TE HAE TOA NUI O TE HENUA ENATA" a pour objet de rassembler et de fédérer sans distinction de race, ni de religion les populations des îles Marquises autour d'une pensée politique commune pour leur donner la force et les moyens nécessaires aptes à leur assurer un développement économique, social et culturel harmonieux adapté aux réalités de l'archipel, au sein de la République française.

Elle a son siège social à Hakahau, Ua Pou, îles Marquises. Le siège du parti pouvant être transféré sur décision du comité central.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	TEIKIEHUPOKO Georges
Présidents délégués	:	TEKUATAOA Jean-Charles KAIHA Joseph
Vice-président	:	DORDILLON Jacques
Secrétaire	:	APUARII Julia
Secrétaire adjoint	:	TEREINO Tony Jean-Paul
Trésorier	:	TEIKITUTOUA François
Trésorier adjoint	:	TAMARII Jules
Assesseurs	:	HIKUTINI Guy PERETAI Hubert

Récépissé n° 93-2678 MFR/AA du 24 novembre 1993.

ASSOCIATION RAROATA NUI DE TUBUAI

Extraits de statuts

L'association dite "RAROATA NUI DE TUBUAI", fondée le 16 novembre 1993, a pour objet :

- de promouvoir l'épanouissement culturel de la jeunesse de l'île de TUBUAI ;
- d'animer, coordonner et financer toutes activités se rapportant à l'objet ci-dessus ;
- d'organiser des fêtes et manifestations folkloriques ;
- de faire connaître nos traditions dans les autres archipels, éventuellement à l'étranger.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège à MATAURA - TUBUAI (Îles Australes).

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	:	VIRIAMU Wilfrid
Président	:	TAHUHUTERANI Sam
Vice-présidente	:	TEIPOARII Sylvette
Secrétaire	:	BODIN Mélinda
Secrétaire adjointe	:	HAUPUNI Eliseba
Trésorier	:	BOURGEOIS Naea
Trésorier adjoint	:	TEMAE Félix

Récépissé n° 2687 MFR/AA du 29 novembre 1993.

TAMARII TERE I NOAA (CLUB DE PETANQUE DE MAHU - TUBUAI)

Extraits de statuts

Le club de pétanque de MAHU (TUBUAI) "TAMARII TERE I NOAA", fondé le 1er septembre 1993 à 18 heures à Mahu (TUBUAI), a pour objet la pratique des activités physiques et sportives, et en particulier la pratique de la PETANQUE ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres du comité.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social à MAHU (TUBUAI).

Il pourra être transféré par simple décision du comité directeur ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	NAUTA Marcelin
Vice-président	:	TEHAHE Nini
Secrétaire	:	TEHAHE Noël
Secrétaire adjoint	:	TEHAHE Marcel
Trésorier	:	MAUATI Tehina
Trésorier adjoint	:	PIRATO Michel

Récépissé n° 93-2597 MFR/AA du 17 novembre 1993.

LOTO NATIONAL N° 47

Premier tirage du mercredi 24 novembre 1993 : 13 22 24 25 40 42

Numéro complémentaire : 11

	Nombre de grilles gagnantes	Rapport par grille gagnante (pour 20 F CFP)
6 bons numéros	2	28.375.181
5 bons numéros + numéro complémentaire	31	954.181
5 bons numéros	827	124.090
4 bons numéros	52.328	2.072
3 bons numéros	1.021.112	145

Deuxième tirage du mercredi 24 novembre 1993 : 8 11 14 20 23 35

Numéro complémentaire : 36

	Nombre de grilles gagnantes	Rapport par grille gagnante (pour 20 F CFP)
6 bons numéros	6	21.087.818
5 bons numéros + numéro complémentaire	22	1.223.363
5 bons numéros	1.228	77.181
4 bons numéros	59.841	1.654
3 bons numéros	994.460	127

LOTO NATIONAL N° 47

Premier tirage du samedi 27 novembre 1993 : 1 7 38 41 43 49

Numéro complémentaire : 2

	Nombre de grilles gagnantes	Rapport par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros	2	91.337.818
5 bons numéros + numéro complémentaire	5	3.429.727
5 bons numéros	487	124.545
4 bons numéros	29.885	2.581
3 bons numéros	548.506	272

Deuxième tirage du samedi 27 novembre 1993 : 3 18 28 35 45 49

Numéro complémentaire : 15

	Nombre de grilles gagnantes	Rapport par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros	1	364.200.209
5 bons numéros + numéro complémentaire	15	1.130.545
5 bons numéros	366	157.818
4 bons numéros	22.661	3.272
3 bons numéros	478.001	309

AVIS RELATIF AUX TIRAGES DU LOTO NATIONAL N° 48

Ces tirages auront lieu, en principe, aux dates et heures suivantes :

Mercredi 1er décembre 1993 :

A Boulogne-Billancourt (92000), diffusés en direct sur France 2 et en différé sur R.F.O. :

- à 19 h 55 (heure de métropole), premier tirage du loto national n° 48/M ;
- à 20 h 35 (heure de métropole), deuxième tirage du loto national n° 48/M.

Samedi 4 décembre 1993 :

A Boulogne-Billancourt (92000), diffusés en direct sur France 2 et en différé sur R.F.O. :

- à 19 h 55 (heure de métropole), premier tirage du loto national n° 48/S ;
- à 20 h 35 (heure de métropole), deuxième tirage du loto national n° 48/S.

ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE DE FAAROA

Extraits de statuts

L'association dite "ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE DE FAAROA", fondée le 14 octobre 1993, a pour objet d'organiser, de développer en prolongement de l'éducation physique et sportive donnée pendant les heures de scolarité, l'initiation et la pratique sportive pour les élèves qui y adhèrent.

Elle représente l'établissement dans les épreuves sportives scolaires.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social dans l'établissement.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	CLABAUX Jacques
Secrétaire	:	VAXELAIRE Danielle
Trésorier	:	ROUX André
Membres	:	BERDICHEWSKI Daniel
		FIRUU Gréta
		TUANUA Aimée
		TERII Candy
		ANUANU Imelda

Récépissé n° 93-2411 MFR/AA du 8 novembre 1993.

CONFEDERATION TERRITORIALE DU SPORT SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

Modification du bureau :
(2 novembre 1993)

Suite au remaniement ministériel du 9 novembre 1993, M. Nicolas SANQUER, ministre de l'éducation et de l'enseignement technique, est président de droit de la C.T.S.S.U. en remplacement de M. Raymond VAN BASTOLAER.

Le reste sans changement.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE (liste non limitative)

REGLEMENTATION DES LOYERS DES LOCAUX A USAGE D'HABITATION

Prix : 690 francs

STATUT DU TERRITOIRE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

LOI n° 84-820 du 6 septembre 1984
modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990

Prix : 440 francs

TARIF DES DOUANES — Edition Juillet 1991

Prix : 5.750 francs

TEXTES RELATIFS A L'INTEGRATION DANS LA FONCTION PUBLIQUE METROPOLITAINE

(Corps de l'Etat pour l'administration
de la Polynésie française)

Prix : 380 francs

CARTE DES COMMUNES

Prix : 680 francs

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAPEETE

Recueil de jugements

(1er janvier 1990 — 31 décembre 1990)

Prix : 1.620 francs

AFFICHE "Accident du travail"

Prix : 150 francs

CODE DES MARCHES PUBLICS

Prix : 985 francs